

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1983

5 août 2015

SOMMAIRE

Ampacet Europe S.A.	95138	Lux Diversity S.A.	95141
Axxais S.A.	95143	Mabuhay Garden Sàrl	95142
Barclays Bordang Investments S.à r.l.	95184	Mainio Vire S.à r.l.	95168
Bringsol S.à r.l.	95184	Mandarine Funds	95142
C-Life S.à r.l.	95157	Mandarine Funds	95143
Coeli Asset Management S.A.	95160	Medalsson SA	95143
ECEF-IHV SA	95153	Medalsson SA	95142
Five Arrows Credit Solutions	95169	Mediterranean Resources Luxembourg S.à r.l.	95139
Intersea Group S.à r.l.	95144	Meridiam Infrastructure Europe II (SCA) SI- CAR	95142
JAJ Real Estate	95163	Merina Partnership S.e.c.s.	95144
Kensington Spain Logistics Topco S.à r.l.	95145	Micro, Small & Medium Enterprises Bonds S.A.	95141
Lir Investments	95140	Mig Holding S.à r.l.	95144
Livingroom S.A.	95141	MKT (Luxembourg) S.A.	95144
LJ Greenwich S.à r.l.	95140	Muppestuff SARL	95138
Lorber SA	95139	NBIM Louis S.à r.l.	95138
Lorentzen & Stemoco & Sobelnord	95140	NBIM Nerva S.à r.l.	95138
Los Rincones S.A.	95140	OPG European Holdings (lux) s.à r.l.	95138
LPRV Galaxy 1 S.à r.l.	95143	Orion International S.A.	95139
Luca Holding S.A.	95139	Société Maria Rheinsheim	95145
LUNAV S.A., société de gestion de patrimoine familial	95139	Sofia II S.à r.l.	95145
LUXAIR, Société Luxembourgeoise de Navi- gation Aérienne S.A.	95141	World Fuel Services Finance Company S.à r.l.	95156
LUXAIR, Société Luxembourgeoise de Navi- gation Aérienne S.A.	95140		

OPG European Holdings (lux) s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 69.550,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 124.976.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015084210/9.

(150096819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

NBIM Louis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 160.745.

Les statuts coordonnés au 27 mai 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 11 juin 2015.

Référence de publication: 2015088254/10.

(150101117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

NBIM Nerva S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 172.917.

Les statuts coordonnés au 27 mai 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 11 juin 2015.

Référence de publication: 2015088258/10.

(150101128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Muppestuff SARL, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9656 Harlange, 3, rue du Zénith.

R.C.S. Luxembourg B 194.520.

Par la présente, je soussignée STORN Claudine

démisionne du poste de gérante de la société MUPPESTUFF SARL

avec effet au 01/06/2015.

Harlange, le 31/05/2015.

STORN Claudine.

Référence de publication: 2015088242/11.

(150101025) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Ampacet Europe S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 40.000,00.

Siège social: L-3451 Dudelange, Z.I. Riedgen.

R.C.S. Luxembourg B 50.309.

Il résulte des résolutions prises en date du 10 juin 2015 que la société GT Fiduciaires S.A., société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 121.820, est nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Référence de publication: 2015089323/14.

(150102660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Orion International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3505 Dudelange, 6, rue Dominique Lang.

R.C.S. Luxembourg B 61.909.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015084215/9.

(150096605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

Lorber SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5445 Schengen, 4, Hanner der Schoul.

R.C.S. Luxembourg B 87.053.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015088166/10.

(150100237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

LUNAV S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 149.958.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015088177/10.

(150100943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Mediterranean Resources Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 176.742.

Les statuts coordonnés au 05/06/2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/06/2015.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2015088194/12.

(150100849) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Luca Holding S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 185.196.

La convention de domiciliation conclue entre LUCA HOLDING S.A., société anonyme immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 185.196, et l'agent domiciliataire, CENTRALIS S.A., société anonyme établie et ayant son siège social au 8-10, Avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 113.474, a été dénoncée avec effet au 11 juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CENTRALIS S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015088176/13.

(150100829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

LJ Greenwich S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 40.002,20.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 168.810.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015088163/9.
(150100151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Los Rincones S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 154.642.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration qui s'est tenue le 13 avril 2015

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social au 44, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg.
Référence de publication: 2015088169/9.
(150100821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

LUXAIR, Société Luxembourgeoise de Navigation Aérienne S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2987 Luxembourg, Aéroport de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 4.109.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 juin 2015.
Référence de publication: 2015088180/10.
(150101054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Lir Investments, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1274 Howald, 23, rue des Bruyères.
R.C.S. Luxembourg B 142.372.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2015088161/11.
(150100804) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Lorentzen & Stemoco & Sobelnord, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 86.271.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 5 mai 2015

Conseil d'Administration

L'Assemblée générale a décidé de renouveler le mandat d'administrateur de MM. Thomas CHRISTIANSEN, demeurant à 9, Abbedikollen, N-0280 Oslo (Norvège) et Pierre HORDEQUIN, route d'Hermance 240, CH-1246 Corsier (Suisse) pour une durée de 2 ans, leur mandat venant à échéance lors de l'assemblée générale de 2017.

Pour extrait sincère et conforme

Jean-Hugues ANTOINE

Administrateur

Référence de publication: 2015088168/15.
(150100281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Lux Diversity S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 95.747.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015088178/9.
(150100674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Livingroom S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2156 Luxembourg, 21, Millegässel.
R.C.S. Luxembourg B 101.224.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Pour LIVINGROOM S.A.
United International Management S.A.
Référence de publication: 2015088162/11.
(150100885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Micro, Small & Medium Enterprises Bonds S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 156.914.

Il résulte des résolutions circulaires de l'administrateur unique de la Société prises en date du 10 juin 2015 que:
(i) le siège social de la Société est transféré du 2-8, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, avec effet au 1^{er} juin 2015.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 juin 2015.
Micro, Small & medium Enterprises Bonds S.A.
Référence de publication: 2015088199/13.
(150100429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

LUXAIR, Société Luxembourgeoise de Navigation Aérienne S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2987 Luxembourg, Aéroport de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 4.109.

Extrait de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société Luxair tenue le 11 mai 2015 à l'aéroport de Luxembourg:

«Le mandat de tous les administrateurs, à l'exception de ceux représentant le personnel, venant à expiration lors de la présente assemblée, l'assemblée est appelée à élire les nouveaux membres du conseil d'administration.

L'assemblée prend à l'unanimité la résolution suivante:

Sont nommés administrateurs pour un terme d'une durée de quatre (4) ans, venant à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire du 13 mai 2019:

Messieurs Karsten Benz, Michel Birel, Jean-Claude Finck, Paul Helminger, Helder de Oliveira Borges, François Pauly, Patrick Streff, Gaston Stronck, Tom Weisgerber, Marc Zafra.»

«L'assemblée décide de nommer pour 2015 Ernst & Young S.A. comme réviseur externe indépendant de la société, en application des dispositions légales en vigueur.»

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

Pour Luxair

Référence de publication: 2015088179/21.

(150100964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Mandarine Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 151.691.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 juin 2015.

Référence de publication: 2015088204/10.

(150100443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Mabuhay Garden Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2269 Luxembourg, 16, rue Jean Origer.
R.C.S. Luxembourg B 106.621.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.
259 ROUTE D'ESCH
L-1471 LUXEMBOURG
Signature

Référence de publication: 2015088201/13.

(150100515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Meridiam Infrastructure Europe II (SCA) SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 149.213.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 12 mai 2015

En date du 12 mai 2015, l'Assemblée Générale a décidé:

- de renouveler le mandat de Ernst & Young, en qualité de Réviseur d'Entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale en 2016

Luxembourg, le 4 juin 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Le Conseil de gérance

Référence de publication: 2015088196/15.

(150100437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Medalsson SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 148.605.

Extrait du Procès-verbal de la décision prise par l'actionnaire unique de la Société en date du 8 mai 2015

Résolution unique:

L'actionnaire unique accepte la démission de l'administrateur Monsieur Pierre LENTZ et désigne à partir de ce jour et pour une période de 5 ans, Monsieur Hugues MULLIEZ, entrepreneur, né à Paris (France) le 7 août 1975, demeurant au 3, Rue Beauregard, 7540 Rumillies (Belgique), en remplacement de l'administrateur démissionnaire. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2020.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MEDALSSON S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2015088216/16.

(150101055) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

LPRV Galaxy 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 189.870.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015088170/9.

(150100838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Medalsson SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 148.605.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MEDALSSON S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2015088214/11.

(150100787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Axxais S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 24, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 143.080.

Extrait du 15 juin 2015

Démision de Mr. Serge Kraemer, avec effet au 4 novembre 2008, au poste de commissaire aux comptes.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juin 2015.

Pour: Axxais S.A.
Société anonyme
Experta Luxembourg
Société anonyme

Référence de publication: 2015091806/15.

(150103803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Mandarine Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 151.691.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social le 19 mai 2015

L'Assemblée a décidé:

- de renouveler le mandat des administrateurs suivants pour une période d'un an qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016:

- * Marc Renaud;
- * Remi Leservoisiér;
- * Philippe Verdier;
- * Pascal Le Bras.

- de renouveler le mandat de Deloitte Audit en tant que de Réviseur d'Entreprises Agréé de la Société pour une période d'un an qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016.

Pour extrait sincère et conforme
BNP Paribas Securities Services - Succursale de Luxembourg

Référence de publication: 2015088205/19.

(150100454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Merina Partnership S.e.c.s., Société en Commandite simple.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 127.463.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Schuttrange, le 10 juin 2015.

Référence de publication: 2015088219/10.

(150100225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Intersea Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 183.134.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Mandataire

Référence de publication: 2015088067/11.

(150101174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Mig Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 500.000,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 193.250.

Extrait de la cession des parts sociales en date du 09 juin 2015 à Luxembourg ville

En vertu d'une convention de cession de parts sociales en date du 09 juin 2015, Monsieur Daniel Mignon, né à Léopoldville le 30 décembre 1955, demeurant à MC - 98000 MONACO, «Le Prince de Galles», Avenue de Grande-Bretagne, 10, a cédé 275 parts sociales de la société à MIG PATRIMONIAL SàRL, ayant son siège social à L - 2330 Luxembourg, Boulevard de la Pétrusse, 128, RCS Luxembourg n° B 197236.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

Pour extrait conforme
Un mandataire

Référence de publication: 2015088229/16.

(150100453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

MKT (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5427 Greiveldange, 1, rue Hamm.
R.C.S. Luxembourg B 67.414.

Ass. Gén. Extraordinaire des Actionnaires tenue à Greiveldange, le 08 sept. 2013 à 17 heures.

Résolutions

- 1) L'assemblée accepte la démission de Monsieur Meier Jürgen comme administrateur avec effet immédiat.
- 2) L'assemblée nomme Mme Carla Hausen, née le 10.07.1957 à Trier (Trèves) demeurant à Laurentiusberg 25 D-54439 Saarbarg comme nouveau administrateur jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2019.
- 3) L'assemblée décide de prolonger les mandats des administrateurs et du administrateur-délégué jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2019.
- 4) L'assemblée décide de prolonger le mandat du commissaire en compte GEFCO S.A. Gestion financière & Consulting (B44091), ayant son siège à 51 rue des Trois Cantons L-3961 Ehlang/Mess jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2019,

Référence de publication: 2015088230/17.

(150101105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Société Maria Rheinsheim, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 5, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 306.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015087527/9.
(150099952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Sofia II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.162.500,00.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 146.500.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions de l'associé unique prises le 30 avril 2015

Il résulte dudit procès-verbal que la clôture de la liquidation a été décidée le 30 avril 2015 et que tous les documents et livres de la Société seront conservés pendant une période de 5 ans au siège social de la Société.

Luxembourg, le 10 juin 2015.
Frédéric LEMOINE
Mandataire

Référence de publication: 2015087531/15.
(150099744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Kensington Spain Logistics Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 197.348.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the first day of the month of June.
Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Logicor Europe Holdings II S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B181.528 and having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500),

represented by Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company "Kensington Spain Logistics Topco S.à r.l." (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Kensington Spain Logistics Topco S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and side-stream guarantees), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five euros (EUR 25) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company.

As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account.

This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
Logicor Europe Holdings II S.à r.l.	500	EUR 12,500
Total	500	EUR 12,500

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 8 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B195.140.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am ersten Tag des Monats Juni,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, ist erschienen,

Logicor Europe Holdings II S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt, und im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg eingetragen ist unter der Nummer B181.528,

hier vertreten durch Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht welche vorliegender Urkunde beigefügt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Kensington Spain Logistics Topco S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Kensington Spain Logistics Topco S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben (einschließlich up-stream als auch sidestream Bürgschaften), Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und

alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten

werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar.

Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragene Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragene Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt in bar eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
Logicor Europe Holdings II S.à r.l.	500	EUR 12.500
Summe	500	EUR 12.500

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.500,- geschätzt.

Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
 - BRE/Management 8 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 195.140.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. LE MAREC, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 02 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/17023. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 05. Juni 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015084097/453.

(150096552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 juin 2015.

ECEF-IHV SA, Société Anonyme de Titrisation.

Capital social: EUR 31.003,00.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 146.903.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eighth of May, before Maître Jean-Paul Meyers, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand Duchy of Luxembourg),

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of ECEF-IHV S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme) having its registered office at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 146 903 (the Company). The Company was incorporated on June 19, 2009, pursuant to a deed of Notary Wagner, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations - number 314/2009.

There appeared:

European Clean Energy Fund, L.P., a limited partnership under the United Kingdom Limited Partnerships Act 1097 with number LP11292, having its registered office at 1 Mitchell Lane, BS1 6BU Bristol, United Kingdom;

(the Sole Shareholder).

The Sole Shareholder is here represented by Mr Graeme Jenkins, employee, professionally residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of proxies, given under private seal;

Said proxies, after having been initialled *ne varietur* by the proxyholder of the Sole Shareholder and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

The appearing party has requested the undersigned notary to record the following:

I. that the 31,003 shares having a nominal value of 1 EUR each, representing the entirety of the share capital of the Company, are duly represented at the Meeting;

II. that the agenda of the Meeting (the Agenda) is worded as follows:

1. Approval and ratification of an interim dividend of EUR 9,111,120 as declared by the board of directors of the Company on 27 May 2015;

2. Approval of the interim accounts of the Company (the Interim Accounts) for the period from 1 January 2015 to the 20 May 2015;

3. Dissolution of the Company and decision to put the Company into voluntary liquidation (liquidation volontaire) (the Liquidation);

4. Appointment of Brian Edward Maxted in his capacity as Vice President and Associate Counsel of EIG Asset Management, LLC as liquidator (liquidateur) in relation to the Liquidation (the Liquidator);

5. Determination of the powers of the Liquidator and determination of the procedure of the liquidation of the Company; and

6. Discharge (quitus) of the managers of the Company for the performance of their respective mandates for the period from 1 January 2015 to the date of the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company resolving on the Liquidation;

III. The entirety of the share capital of the Company being represented at the Meeting, the Sole Shareholder waived the requirement for the convening notices, considering the meeting as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to him in advance.

The Meeting is consequently duly constituted and may deliberate upon the items of the Agenda.

After deliberation, the Meeting takes unanimously the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to approve and ratify of an interim dividend of EUR 9,111,120 as declared by the board of directors of the Company on 27 May 2015.

Second resolution

The Meeting resolves to approve the Interim Accounts.

Third resolution

The Meeting resolves to dissolve with immediate effect the Company and to put the Company into voluntary liquidation (liquidation volontaire).

Fourth resolution

The Meeting resolves to appoint Brian Edward Maxted, in his capacity as Vice President and Associate Counsel of EIG Asset Management, LLC, as Liquidator of the Company.

Fifth resolution

The Meeting resolves to confer on the Liquidator the broadest powers set forth in articles 144 et seq. of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended (the Law).

The Meeting also resolves to instruct the Liquidator, to the best of his abilities and with regard to the circumstances, to realise all the assets and to pay the debts of the Company.

The Meeting further resolves that the Liquidator shall be entitled to execute all deeds and carry out all operations in the name of the Company, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the Sole Shareholder. The Liquidator may delegate his powers for specific defined operations or tasks to one or several persons or entities, although he will retain sole responsibility for the operations and tasks so delegated.

The Meeting further resolves to empower and authorise the Liquidator, on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver, and perform the obligations under, any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The Meeting further resolves to empower and authorise the Liquidator to make, in his sole discretion, advance payments in cash or in kind of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Sole Shareholder, in accordance with article 148 of the Law.

Sixth resolution

The Meeting resolves to grant full discharge to the members of the Board of directors for the performance of their respective mandates to the date hereof.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above proxyholder of the Sole Shareholder, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing parties, in the case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the Sole Shareholder, the proxyholder of the appearing parties signed together with us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-huit mai.

par-devant Maître Jean-Paul Meyers, notaire résidant à Esch-sur-Alzette, Grand Duché du Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de ECEF-IHV S.A., une société anonyme luxembourgeoise ayant son siège social au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 146 903 (la Société). La Société a été constituée le 19 juin 2009, en vertu d'un acte du notaire Wagner, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations - numéro 314/2009.

A COMPARU:

European Clean Energy Fund, L.P., une société de droit du Royaume Uni, ayant son siège social au 1 Mitchell Lane, BS1 6BU Bristol, United Kingdom, immatriculée auprès du United Kingdom Limited Partnerships Act 1097 sous le numéro d'enregistrement LP11292

(étant désignée Associé unique).

L'Associé unique est représenté par Monsieur Graeme Jenkins, employé, résidant professionnellement à Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg, en vertu de procurations accordées sous seing privé.

Lesdites procurations, après paraphe ne varietur par le mandataire de l'Associé unique et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant a requis le notaire instrumentant de prendre acte de ce qui suit:

I. que les 31.003 parts sociales d'une valeur nominale de 1.- EUR chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont dûment représentées à l'Assemblée;

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée (l'Ordre du jour) est libellé comme suit:

1. Approbation et ratification des dividendes intérimaires déclarée par le conseil le 27 mai 2015;
2. Approbation des comptes intérimaires;
3. Dissolution de la Société;
4. Désignation du liquidateur et;
5. Détermination de ses pouvoirs; et
6. Décharge aux membres du conseil d'administration de la Société.

III. L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, l'Associé unique décide de renoncer aux formalités de convocation, se considérant comme dûment convoqués et ayant une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué en avance.

L'Assemblée est par conséquent dûment constituée et apte à délibérer des points de l'Ordre du jour.

Après délibération, l'Assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'approuver et de ratifier le dividende intérimaire de 9.111.120,- € déclaré par décision du Conseil d'Administration du 27 mai 2015.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'approuver les comptes intérimaires.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de dissoudre la Société avec effet immédiat et de mettre la Société en liquidation volontaire.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de nommer en tant que Liquidateur de la Société Brian E. Maxted, Associate Counsel à EIG Asset Management, LLC

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de conférer au Liquidateur les pouvoirs les plus étendus décrits aux articles 144 et seq. de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

L'Assemblée décide également d'instruire le Liquidateur, dans la limite de ses capacités et selon les circonstances, afin qu'il réalise l'ensemble des actifs et solde les dettes de la Société.

L'Assemblée décide que le Liquidateur sera autorisé à signer tous actes et effectuer toutes opérations au nom de la Société, y compris les actes et opérations stipulés dans l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'Associé Unique. Le Liquidateur pourra déléguer ses pouvoirs pour des opérations spécifiques ou d'autres tâches à une ou plusieurs personnes ou entités, tout en conservant seul la responsabilité des opérations et tâches ainsi déléguées.

L'Assemblée décide également de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur, pour le compte de la Société en liquidation, afin qu'il exécute, délivre, et effectue toutes obligations relatifs à tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et à la liquidation de ses actifs.

L'Assemblée décide en outre de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur afin d'effectuer, à sa discrétion, tous versements d'avances en numéraire ou en nature des boni de liquidation aux Associés de la Société, conformément à l'article 148 de la Loi.

Sixième résolution

L'Assemblée décide d'accorder décharge aux membres du conseil d'administration de la Société pour l'exercice de leurs mandats respectifs jusqu'à la date des présentes.

Le notaire instrumentaire, qui comprend et qui parle l'anglais, déclare qu'à la demande du mandataire de l'Associé unique, le présent acte soit rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête des mêmes parties comparantes, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de l'Associé unique, le mandataire des parties comparantes a signé avec nous, le notaire, l'original du présent acte.

Signé: G. Jenkins, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 1^{er} juin 2015. Relation: EAC/2015/12232. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): Amédée SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 3 juin 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015086271/153.

(150098167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

World Fuel Services Finance Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.020.000,00.

Siège social: L-2328 Luxembourg, 20, rue des Peupliers.

R.C.S. Luxembourg B 95.561.

EXTRAIT

Avec effet au 1^{er} juin 2015, plusieurs changements dans l'actionnariat de la société ci-dessus ont eu lieu comme suit:

1- World Fuel Singapore Holding Company I Pte. Ltd., société à responsabilité limitée, enregistrée auprès de l'«Accounting and Corporate Regulatory Authority (AGRA) of Singapore» sous le numéro 200101174E, avec adresse au 238A Thomson Rd. # 17-03, Singapour 307684, Singapour, a cédé la totalité de ses parts à:

- World Fuel Singapore Holding Company II Pte. Ltd., ayant son siège social 10 Hoe Chiang Road, #16-02 Keppel, Singapour 307684.

2) World Fuel Singapore Holding Company II Pte. Ltd, a cédé la totalité de ses parts à:

- World Fuel Services (Singapore) Pte. Ltd., société à responsabilité limitée, enregistrée auprès de l'«Accounting and Corporate Regulatory Authority (AGRA) of Singapore» sous le numéro 199501485M, avec adresse au 238A Thomson Rd. # 17-08, Singapour 307684, Singapour.

Dès lors, l'associé unique et la répartition des parts sociales est à inscrire comme suit:

- World Fuel Services (Singapore) Pte. Ltd. 20.200 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

Référence de publication: 2015087636/24.

(150099196) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

C-Life S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6926 Flaxweiler, 26, rue Berg.

R.C.S. Luxembourg B 197.489.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze,

le deux juin.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

ont comparu:

1.- Monsieur Johan GEENS, gérant de société, né à Bornem (Belgique), le 25 juillet 1974, demeurant à Haagwinde 49, B-8300 Knokke-Heist;

ici représenté par:

Monsieur Pascal JUNGLING, employé privé, avec adresse professionnelle à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui donnée, le 18 mai 2015; et

2.- Madame Catherine DE SMEDT, gérante de société, née à Wilrijk (Belgique), le 07 février 1979, demeurant à Haagwinde 49, B-8300 Knokke-Heist,

ici représentée par:

Monsieur Pascal JUNGLING, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé lui donnée, le 18 mai 2015.

Lesdites procurations après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire des personnes comparantes et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel mandataire, aux termes de la capacité avec laquelle il agit, a requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société à responsabilité limitée que les personnes prénommées déclarent constituer et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») qui est régie par la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

La société comporte initialement plusieurs associés. Elle peut cependant à toute époque, comporter un seul associé, par suite, notamment, de cession ou transmission desdites parts, sans que cela n'entraîne la dissolution de la Société.

Art. 2. Objet. La Société aura pour objet social principal l'activité d'accompagnement et d'assistance en management ainsi que la prestation de services administratifs et financiers aux entreprises.

La Société aura encore pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés accessoires ou affiliées.

La Société peut avoir un établissement commercial ouvert au public.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission privée d'obligations ou d'instruments de dette similaires, ainsi que des bons ou autres droits de souscription d'actions.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toute opération financière, mobilière ou immobilière, commerciale ou industrielle qu'elle jugera utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 3. Dénomination. La Société prend la dénomination sociale de «C-Life S.à r.l.», société à responsabilité limitée.**Art. 4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique ou par résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 5. Siège social. Le siège social est établi dans la commune de Flaxweiler, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une décision du ou des Gérants.

Le siège social peut être encore transféré à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou, selon le cas, par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La gérance peut pareillement établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Capital social. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12'500.- EUR) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (125.- EUR) chacune.

Art. 7. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié, moyennant décision de l'associé unique ou résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 8. Droits et obligations attachées aux parts sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et à une voix à l'assemblée générale des associés.

Si la Société comporte un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des associés.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Les créanciers ou ayants-droit de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des actifs sociaux; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 9. Indivisibilité des parts sociales. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun choisi parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10. Cession de parts. Si la Société est composée d'un associé unique, ledit associé unique peut librement céder ses parts.

Si la Société est composée d'une pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Dans ce même scénario, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 11. Formalités. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 12. Incapacité, faillite ou déconfiture d'un associé. L'interdiction, la faillite ou la déconfiture ou tout autre événement similaire de l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 13. Le(s) gérant(s). La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs Gérants, associé(s) ou non.

Lors de la nomination du ou des Gérant(s), l'Associé unique ou l'Assemblée Générale des Associés, selon le cas, détermine leur nombre, la durée de leur fonction et les pouvoirs et compétences des Gérants.

Le ou les Gérant(s) sont rééligible(s).

L'Associé unique ou, selon le cas, les Associés peu(ven)t décider de révoquer un Gérant avec ou sans motif.

Chaque Gérant peut également démissionner.

L'Associé unique ou les Associés, selon le cas, décide(nt) de la rémunération de chaque Gérant.

Art. 14. Pouvoirs des gérants. Le(s) Gérant(s) a(ont) les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations, à condition qu'elles rentrent dans l'objet de la Société. Il(s) a(ont) la signature sociale et le pouvoir de représenter la Société en justice soit en demandant soit en défendant.

Le(s) Gérant(s) peu(ven)t déléguer des pouvoirs spécifiques ou des procurations ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents choisis par le(s) Gérant(s).

Art. 15. Événements atteignant les gérants. Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout événement similaire affectant le gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants-cause d'un gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 16. Responsabilité des gérants. Le gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 17. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la seule signature du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants par la signature individuelle de chaque gérant, ou par la signature conjointe ou la signature individuelle de toute personne à qui un tel pouvoir de signature a été délégué par la gérance, mais seulement dans les limites

de ce pouvoir. Cependant pour toute activité soumise à autorisation de la part du Ministère des Classes Moyennes la signature de la personne sur laquelle repose l'autorisation, sera toujours requise. Chacun des gérants est autorisé à représenter la Société en justice comme défendeur ou demandeur.

Art. 18. Assemblée générale des associés. Lorsque la société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés. Dans ces cas les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la loi du 10 août 1915 ne sont pas applicables.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises lors d'une assemblée générale des associés ou par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par la gérance aux associés par lettre recommandée.

Dans ce dernier cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 19. Décisions. Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas, seront établies par écrit et consignée dans un registre tenu par la gérance au siège social. Les pièces constatant les votes des associés, ainsi que les procurations seront annexées aux décisions écrites.

Art. 20. Année sociale. L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et finit le trente et un décembre de la même année.

Art. 21. Bilan. Chaque année, le trente et un décembre, il sera dressé un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire.

Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 22. Répartition des bénéfices. Les produits de la Société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'une réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint le dixième du capital social.

Le surplus recevra l'affectation que lui donnera l'associé unique ou, selon le cas, l'assemblée générale des associés.

Art. 23. Dissolution, liquidation. Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 24. Disposition générale. Toutes les matières qui ne seraient pas régies par les présents statuts seraient régies conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Souscription et paiement

Ensuite a comparu Monsieur Pascal JUNGLING, prénommé, agissant en sa qualité de mandataire spécial des deux (2) seuls associés prénommés, a déclaré souscrire et libérer les parts sociales émises en tant qu'associés, par des apports en numéraire, comme suit:

Associés	Capital souscrit (EUR)	Nombre de parts sociales	Libération (EUR)
1) M. Johan GEENS, prénommé;	6'250.-	50	6'250.-
2) Mme Catherine DE SMEDT, prénommée;	6'250.-	50	6'250.-
TOTAL:	12'500.-	100	12'500.-

Preuve de cette libération en numéraire au montant total de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12'500.- EUR) a été donnée au notaire soussigné qui la constate expressément.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2015.

Coût, évaluation

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ mille euros.

Assemblée générale extraordinaire

Les associés prénommés se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix ils ont pris les résolutions suivantes:

1.- Le nombre de gérants est fixé à deux (2) et les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée illimitée, avec les pouvoirs prévus à l'article QUATORZE (14) des statuts de la Société:

(i) Monsieur Johan GEENS, gérant de société, né à Bornem (Belgique), le 25 juillet 1974, demeurant à Haagwinde 49, B-8300 Knokke-Heist (Belgique), et

(ii) Madame Catherine DE SMEDT, gérante de société, née à Wilrijk (Belgique), le 07 février 1979, demeurant à Haagwinde 49, B-8300 Knokke-Heist (Belgique).

En conformité avec l'article DIX-SEPT (17) des présents statuts, et suite à la nomination des deux gérants ci-avant nommés, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de chaque gérant.

2.- Le siège social est fixé au 26, rue Berg, L-6926 Flaxweiler, Grand-Duché de Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des personnes comparantes connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le même mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. JUNGLING, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 5 juin 2015. Relation: EAC/2015/12792. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015087021/174.

(150099591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Coeli Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 175.733.

In the year two thousand and fifteen, on the fourth day of the month of June,
before us Maître Edouard DELOSCH, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

COELI Holding AB a public limited company formed under the laws of the Kingdom of Sweden, registered in the Swedish Companies Register under the number 556790-3199 and having its registered office at Sveavägen 24-26, SE-111 57 Stockholm, Sweden (the "Sole Shareholder"),

Hereby represented by Ms. Julie MANAI, a private employee, residing professionally at 19, Rue De Bitbourg, L-1273 Luxembourg in the Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given on 3 June 2015.

Said proxy, after being signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for registration purposes.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Sole Shareholder is the sole shareholder of "Coeli Asset Management S.A.", a société anonyme registered as a management company under chapter 15 of the law of 17 December 2010 (as amended) and an AIFM in accordance with the law of 12 July 2013 and having a Total Net Asset Value of approximately six hundred fifty thousand Euro (EUR 650.000,-) as at 30 April 2015, which was incorporated by a deed of Maître Henri HELLINCKX on 13 February 2013, registered in the Luxembourg Register of Commerce and Companies under section B number 175.733 and having its registered office at 4, Rue des Girondins, L-1626 Luxembourg (the "Company").

The articles of incorporation of the Company have been published in the Mémorial C number 1060 on 3 May 2013. The articles of incorporation were subsequently amended on 15 July 2013 and 31 March 2014 and the current version of the articles of incorporation were published in the Mémorial C number 2336 of 1 September 2014.

The Sole Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. Dissolution of the Company and decision to put the Company into liquidation;
2. Appointment of the liquidator;
3. Determination of the powers to be given to the liquidator and determination of the remuneration of the liquidator;
4. Transfer of the registered office of the Company
5. Miscellaneous.

The Shareholder has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The entirety of the subscribed share capital of the Company being represented at the present meeting, the Shareholder waived the convening notices. The Sole Shareholder considered himself as duly convened and declared having knowledge of the agenda which has been communicated to him in advance.

The Sole Shareholder resolved to dissolve the Company and to put it into liquidation with immediate effect.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to appoint Mr Alan RIDGWAY a Chartered Accountant and an Associate of The Director's Office born on 17 May 1965 in Cork, Ireland and residing professionally at, 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg in the Grand Duchy of Luxembourg as liquidator of the Company.

Third resolution

The Sole Shareholder resolved that, in performing his duties, the liquidator shall have the broadest powers to carry out any act of administration, management or disposal concerning the Company as provided for by articles 144 to 148 bis of the law of 10 August 1915 on commercial companies (as amended) (the "Law"), whatever the nature or size of the operation. The Liquidator shall be entitled to take all action provided by article 145 of the Law without the further authorisation of the Sole Shareholder.

The liquidator shall have the corporate signature and shall be empowered to represent the Company towards third parties, including in court either as a plaintiff or as a defendant.

The liquidator may waive all property and similar rights, charges, actions for rescission; grant any release, with or without payment, of the registration of any charge, seizure, attachment or other opposition.

The liquidator may in the name and on behalf of the Company and in accordance with the law, redeem shares issued by the Company.

The liquidator may under his own responsibility, pay advances on the liquidation profits to the Shareholder.

The liquidator is not required to draw up any inventory and may rely on the accounts of the Company.

The liquidator may under his own responsibility grant for the duration as set by him to one or more proxy holder(s) such part of his powers as he deems fit for the accomplishment of specific transactions.

The Company in liquidation is validly bound towards third parties without any limitation by the sole signature of the liquidator for all deeds and acts including those involving any public official or notary public.

The Sole Shareholder resolved to approve the remuneration of the liquidator as agreed among the parties concerned.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolved to transfer the registered office of the Company from "4, rue des Girondins, L-1626 Luxembourg to the address "19, Rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg" with immediate effect.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand and two hundred Euro (EUR 1.200.-).

There being no further business on the agenda, the meeting is closed.

The undersigned Notary who knows and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation and at the request of the same persons, in the event of any divergence between the English and the French versions, the English version will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the undersigned notary by her surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quatrième jour du mois de juin,

Par-devant nous Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-duché de Luxembourg,

A comparu:

COELI Holding AB une société publique, incorporée sous les lois de Royaume de Suède, enregistrée dans le registre du commerce suédois sous le numéro 556790-3199 et ayant son siège social à Sveavägen 24- 26, SE-111 57 Stockholm, Sweden («Le Seul Actionnaire»).

représentée aux fins des présentes par Madame Julie MANAI, une employée privée, résidant professionnellement à 19, rue de Bitbourg, L- 1273 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg aux termes d'une procuration donnée le 3 juin 2015.

La prédite procuration, après avoir été signée «ne variateur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée aux présentes à des fins d'enregistrement.

Le Seul Actionnaire a requis le notaire instrumentant d'acter que l'actionnaire est le seul et unique actionnaire de "Coeli Asset Management S.A.", une société anonyme, enregistrée comme une société de gestion de l'OPCVM sous chapitre 15 de la loi modifiée du 17 décembre 2010 et un GFIA sous la loi de 12 juillet 2013 et ayant un totale valeur net approximatif de six cents cinquante mille euro (EUR 650.000,-) le 30 avril 2015, constituée suivant un acte du notaire Maître Henri HELLINCKX, du 13 février 2013, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le section B numéro 1175.733 et ayant son siège social à 4 rue des Girondins, L-1626 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg (la

«Société»). Les statuts ont été publiés au Mémorial C sous le numéro 1060 du 3 mai 2013. Les statuts ont été modifiés le 15 juillet 2013 et 31 mars 2014 et la version actuelle des statuts ont été publiés au Mémorial C sous le numéro 2336 du 1^{er} septembre 2014.

Le Seul Actionnaire, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

- 1 Dissolution de la Société et décision de mettre la Société en liquidation.
- 2 Nomination d'un liquidateur.
- 3 Détermination des pouvoirs conférés au liquidateur et de la rémunération du liquidateur.
- 4 Transfert du siège social de la Société;
- 5 Divers.

Le Seul Actionnaire a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité de capital souscrit de la Société est représentée à la présente réunion, le Seul Actionnaire a renoncé à la convocation. Le Seul Actionnaire lui-même a considéré comme être dûment convoqué et a déclaré avoir connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

Le Seul Actionnaire a décidé de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation avec effet immédiat.

Deuxième résolution

Le Seul Actionnaire a décidé de nommer Monsieur Alan RIDGWAY, Expert-comptable et associé à The Directors' Office, né le 17 mai 1965 à Cork, Irlande, résidant professionnellement à 19 Rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg en tant que liquidateur de la Société.

Troisième résolution

Le Seul Actionnaire a décidé que, dans l'exercice de ses fonctions, le liquidateur disposera des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, comme prévu par les articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (telle que modifiée) (la «Loi»), quelle que soit la nature ou l'importance des opérations en question. Le liquidateur peut prendre toutes les mesures prévues par l'article 145 de la Loi sans l'autre autorisation de l'Actionnaire.

Le liquidateur disposera de la signature sociale et sera habilité à représenter la Société vis-à-vis des tiers, notamment en justice, que ce soit en tant que demandeur ou en tant que défendeur.

Le liquidateur peut renoncer à des droits de propriété ou à des droits similaires, à des gages, ou actions en rescision, il peut accorder mainlevée, avec ou sans quittance, de l'inscription de tout gage, saisie ou autre opposition.

Le liquidateur peut, au nom et pour le compte de la Société et conformément à la loi, racheter des actions émises par la Société.

Le liquidateur n'est pas tenu d'établir un quelconque inventaire et peut se fier aux comptes de la Société.

Le liquidateur peut, sous sa propre responsabilité, payer à l'Actionnaire des avances sur le boni de liquidation.

Le liquidateur peut, sous sa propre responsabilité et pour une durée qu'il fixe, confier à un ou plusieurs mandataires des pouvoirs qu'il croit appropriés pour l'accomplissement de certains actes particuliers.

La Société en liquidation est valablement et sans limitation engagée envers des tiers par la signature du liquidateur, pour tous les actes y compris ceux impliquant tout fonctionnaire public ou notaire.

Le Seul Actionnaire a décidé d'approuver la rémunération du liquidateur telle que convenue entre les parties concernées.

Quatrième résolution

Le Seul Actionnaire décide de transférer le siège social de la Société, avec effet immédiat, de l'adresse actuelle "4, rue des Girondins, L-1626 Luxembourg à l'adresse suivante "19, Rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg".

Coûts

Les frais, coûts, commissions et charges qui seront à charge de la Société par le présent Acte, sont estimés à mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

L'ordre du jour étant épuisé, l'assemblée est levée.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

En foi de quoi le présent acte a été dressé à Diekirch par le Notaire soussigné, à la date indiquée au début du présent document.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante connue du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec, le notaire soussigné, le présent acte original.

Signé: J. MANAI, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 08 juin 2015. Relation: DAC/2015/9481. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): THOLL.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 10 juin 2015.

Référence de publication: 2015087033/154.

(150099951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

JAJ Real Estate, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 10, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 197.457.

— STATUTS

L'an deux mille quinze,

le vingt-huit mai.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

ont comparu:

1.- la société «JAJ Consulting», une société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social au 10, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous section B et numéro 164 213,

représentée aux fins des présentes par:

Monsieur Jacques CHAHINE, administrateur de société, avec adresse professionnelle au 10, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg,

agissant en sa qualité de seul et unique administrateur-délégué de la prédite société avec pouvoir de signature individuelle, en conformité avec l'article treize (13) de ses statuts; et

2.- la société «Lisinvest S.A.», une société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social au 11, avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous section B et numéro 183 027,

représentée aux fins des présentes par:

Monsieur François GARCIN, administrateur de société, avec adresse professionnelle au 10, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg,

en vertu d'une procuration lui donnée à Luxembourg, le 27 mai 2015;

laquelle procuration, signée «ne varietur» par les personnes comparantes à l'acte et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme il est mentionné ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elles déclarent constituer et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les «Lois»), et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «JAJ Real Estate», société à responsabilité limitée.

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures pro-

visoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Émis. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) divisé en dix mille (10'000) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro et vingt-cinq cents (1,25 EUR) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité, Décès, Suspension des droits civils, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, le décès, la suspension des droits civils, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un associé n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Chapitre III. Gérants, Commissaires

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les «Gérants»).

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique, ou par la signature individuelle d'un des Gérants.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Le Conseil de Gérance peut nommer parmi ses membres un président (le «Président»). Il peut également nommer un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le Secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants-Indemnisation. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemnifiera tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant(s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Commissaires. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Chapitre IV. Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le premier mercredi de juin à 11.00 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolution écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Vote. Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 25. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Chapitre V. Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 26. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 27. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 28. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5 %) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la «Réserve Légale»), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 30. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Loix, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Paiement

Les personnes comparantes, représentées comme il est précisé ci-avant, ayant ainsi arrêté les Statuts de la Société, ont souscrit au nombre de parts sociales et ont libéré en numéraire les montants ci-après énoncés:

Associés	Capital souscrit (EUR)	Nombre de parts sociales	Libération (EUR)
1) «JAJ Consulting, prénommée;	11'250.-	9'000	11'250.-
2) Lisbinvest S.A.» prénommée;	1'250.-	1'000	1'250.-
Total:	12'500.-	10'000	12'500.-

La preuve de ce paiement en numéraire d'un montant de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12'500.- EUR) a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2015.

Évaluations des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à mille euros.

Assemblée générale extraordinaire

Les associés prénommés se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix ils ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés DECIDENT de fixer à un (1) le nombre de Gérants et de nommer en tant que Gérant Unique pour une période indéterminée,

la société «JAJ Consulting», une société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, établie et ayant son siège social au 10, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, immatriculée auprès au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous section B et numéro 164 213.

Deuxième résolution

Les associés DECIDENT de fixer le siège social au 10, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Dont acte fait et passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux personnes comparantes connues du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les mêmes personnes comparantes ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. CHAHINE, F. GARCIN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 5 juin 2015. Relation: EAC/2015/12775. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015086414/305.

(150098926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Mainio Vire S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 161.557.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2015087356/10.

(150099736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juin 2015.

Five Arrows Credit Solutions, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 176.608.

In the year two thousand and fifteen, on the first day of June.

Before Us, Maître Jean SECKLER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of "Five Arrows Credit Solutions", a partnership limited by shares (société en commandite par actions) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable) and qualifying as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé) within the meaning of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended, having its registered office at 1, place d'Armes, L-1136 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B 176.608 (the "Company"). The Company was incorporated pursuant to a notarial deed enacted on 29 March 2013 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1366 of 10 June 2013.

The Meeting was opened at 15:30 CET in the premises of the Company.

The Meeting is chaired by Mr Christophe BLANCHE, director of companies, professionally residing in Luxembourg, who appointed Mrs Claire BENALOUACHE, employee, professionally residing in Luxembourg, as secretary.

The Meeting elected Mr Charles TRITTON, director of companies, professionally residing in the United Kingdom, as scrutineer.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to record that:

- All the shares being registered shares, a convening notice reproducing the agenda of the Meeting was sent by registered mail to each of the registered shareholders of the Company on 30 April 2015, in accordance with article 24 of the articles of incorporation of the Company.

- The names of the shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

- It appears from the attendance list that, 71,67% Class A shares, 70,65% Class B shares and 94,20% Class C shares, including the management share, are present or represented at this Meeting, so that the quorum requirement of fifty percent (50%) of the capital as imposed by article 67-1 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and by article 29 of the articles of incorporation of the Company is therefore met and the Meeting is regularly constituted and can validly deliberate on the proposed agenda.

The agenda of the Meeting is the following:

1. Amendment and restatement of the Articles of Incorporation;
2. Miscellaneous.

After deliberation, the following resolution was validly taken by the Meeting by unanimous vote:

First resolution

The Meeting RESOLVES to amend the articles of incorporation of the Company in order to perform a general legal and regulatory update, notably further to the adoption of the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers, and related applicable regulations.

The Meeting consequently RESOLVES to restate the articles of incorporation of the Company in order to reflect the amendments adopted by the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company, which shall henceforth read as follows:

ARTICLES OF INCORPORATION

Definitions

Accrued Interest	has the meaning assigned thereto in Article 12.2.1.
Affiliate	any legal entity or other entity which, in relation to the Person concerned, is its Subsidiary, its Holding Company or that Person's Holding Company.
Affiliated Entity	has the meaning assigned thereto in Article 9.3.2.
AIFM	such entity that may act as the alternative investment fund manager of the Company in accordance with the 2013 Law as more fully described in these Articles.
Articles	the present articles of incorporation of the Company.
Business Day	a day (not being a Saturday or Sunday) on which banks are open for business in Luxembourg, France and/or United Kingdom.

Central Administration Agent	RBC Investor Services Bank S.A., a Société Anonyme incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 14, Porte de France, L- 4360, Esch-sur-Alzette, Luxembourg.
Claims	has the meaning assigned thereto in Article 19.1.
Classes	has the meaning assigned thereto in Article 7.2.
Class A Shares	has the meaning assigned thereto in Article 7.2(b).
Class B Shares	has the meaning assigned thereto in Article 7.2(c).
Class C Shares	has the meaning assigned thereto in Article 7.2(d).
Class D Shares	has the meaning assigned thereto in Article 7.2.
Commitment(s)	has the meaning assigned thereto in Article 10.
Company	Five Arrows Credit Solutions, a Société d'Investissement à Capital Variable – Fonds d'Investissement Spécialisé in the form of a Société en Commandite par Actions, governed by the 2007 Law.
Covered Person	has the meaning assigned thereto in Article 19.1.
CSSF	has the meaning assigned thereto in Article 9.2.
Damages	has the meaning assigned thereto in Article 19.1.
Default Letter	has the meaning assigned thereto in Article 12.
Defaulting Shareholder	has the meaning assigned thereto in Article 12.
Defaulting Shareholders' Shares	has the meaning assigned thereto in Article 12.2.3.
Depositary	has the meaning assigned thereto in Article 22.
Disabling Conduct	has the meaning assigned thereto in Article 19.1.
FATCA	means Sections 1471 through 1474 of the U.S. Code, any current or future regulations or official interpretations thereof, any agreement entered into pursuant to Section 1471 (b) of the U.S. Code, or any fiscal or regulatory legislation, rules or practices adopted pursuant to any intergovernmental agreement entered into in connection with the implementation of such Sections of the U.S. Code.
FATCA Letter	has the meaning ascribed to in Article 9.3.5.
FATCA Recalcitrant Shareholder	any Shareholder or beneficial owner of Shares that fails to provide the Holder FATCA Information as requested or that fails to provide a waiver of law prohibiting the disclosure of such information to a taxing authority, or any Shareholder of beneficial owner of Shares that is a foreign financial institution as defined in Section 1471(d)(4) of the U.S. Code and, unless exempted from complying or otherwise deemed to be compliant, fails to comply with Section 1471(b) of the U.S. Code.
First Closing Date	has the meaning ascribed to it in the Prospectus.
Further Drawdown	has the meaning ascribed to it in the Prospectus.
General Partner	has the meaning assigned thereto in Article 15.
German Eligible Investor	has the meaning ascribed to it in the Prospectus.
Holding Company	a Person is the holding company of another Person, which is itself a legal entity, if it holds, directly or indirectly: <ul style="list-style-type: none"> (a) a majority of the voting rights of such other Person; or (b) an interest in such other Person and has the power to appoint its chairman, the majority of its board of directors or the majority of its supervisory board, as applicable; or (c) an interest in such other Person and controls, alone or pursuant to an agreement entered into with other shareholders (or other holders of securities), the majority of the voting rights of such other Person or has the power to appoint the chairman, the majority of its board of directors or the majority of its supervisory board, as applicable.
Holder FATCA Information	means information requested by the Company or an intermediary (or an agent thereof) in connection with FATCA to enable or help the Company or an intermediary to comply with FATCA.
Indemnified Individual	any officer, director, Shareholder, agent, member, adviser, consultant, partner or employee of the General Partner or of the Sponsor.
Indemnified Person	any of the General Partner or the Sponsor and any Indemnified Individual.
Investment	has the meaning ascribed to it in the Prospectus.
Investors Committee	has the meaning ascribed to it in the Prospectus.
Luxembourg GAAP	generally accepted accounting principles applicable in Luxembourg.
Management Share(s)	has the meaning assigned thereto in Article 7.2(a).

Net Asset Value	has the meaning assigned thereto in Article 13.
New General Partner	has the meaning assigned thereto in Article 15.
Notification Letter	has the meaning assigned thereto in Article 9.3.1.
Payment Date	has the meaning assigned thereto in Article 12.1.
Person	any individual or entity, including any body corporate, partnership, limited partnership, limited liability partnership, association, limited company, open-ended investment company, joint-stock company, trust, unit trust, unincorporated association, government or governmental agency or authority.
Portfolio Company	has the meaning ascribed to it in the Prospectus.
Proceeding	has the meaning assigned thereto in Article 19.1.
Proposed Shares	has the meaning assigned thereto in Article 9.3.1.
Proposed Transfer	has the meaning assigned thereto in Article 9.3.1.
Prospectus	has the meaning assigned thereto in Article 3.
Redemption Price	has the meaning assigned thereto in Article 12.2.3.
Register	has the meaning assigned thereto in Article 8.2.
Series	has the meaning assigned thereto in Article 7.2.
Shareholders	has the meaning assigned thereto in Article 4.
Shares	has the meaning assigned thereto in Article 7.1.
Sponsor	has the meaning ascribed to it in the Prospectus.
Subordinated Decision	has the meaning assigned thereto in Article 12.2.3.
Subscription Agreements	has the meaning assigned thereto in Article 7.2.
Subsidiary	a Person is a subsidiary of another Person if such other Person is a Holding Company of such Person.
Total Commitments	has the meaning ascribed to it in the Prospectus.
Transfer	has the meaning assigned thereto in Article 9.1.
Undrawn Commitment	has the meaning assigned thereto in Article 9.3.7.
Unrestricted Transfer	has the meaning assigned thereto in Article 9.3.2.
U.S. Code	the U.S. Internal Revenue Code of 1986, as amended.
Warning of Default	has the meaning assigned thereto in Article 12.1.
Well-Informed Investor	has the meaning assigned thereto in Article 8.1.
1915 Law	has the meaning assigned thereto in Article 1.
2007 Law	has the meaning assigned thereto in Article 1.
2013 Law	has the meaning assigned thereto in Article 1.

1. Name and form. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the Shares of the Company hereafter issued, a company in the form of a société en commandite par actions (S.C.A.) qualifying as a Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé under the name of "Five Arrows Credit Solutions" (the "Company").

The Company shall be governed by the law dated August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law") and Part II of the law dated February 13, 2007 applicable to specialised investment funds, as amended (the "2007 Law").

2. Registered office. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or in any other location by a decision of the General Partner. Within the same municipality, the registered office may be transferred by a simple resolution of the General Partner. If and to the extent permitted by law, the General Partner may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg, subject to a resolution of an extraordinary general meeting of Shareholders deliberating in the manner required for amendment of these Articles.

If the General Partner determines that any extraordinary political, economic or social events, which have occurred or are imminent, would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons established in any other location, the registered office may be transferred temporarily to any other location until the complete cessation of such exceptional circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the 2007 Law.

3. Term of the company. The term of the Company is of eight (8) years from the First Closing Date (as defined in the prospectus of the Company (the "Prospectus")) provided that the term of the Company may be extended for two (2) successive periods of one (1) year each, upon decision of the General Partner.

4. Purpose. The purpose of the Company is to invest (directly or indirectly) the funds available to the Company in securities, in particular in debt instruments of any kind and other permitted assets according to the 2007 Law, as more fully described in the Prospectus with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders (the "Shareholders") the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry out any transaction, including all financial operations, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the 2007 Law, in particular and without limitation:

- (a) make investments whether directly or through direct or indirect participations in subsidiaries of the Company or other intermediary vehicles;
- (b) borrow money in any form (including short-term borrowings) or obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issuance of bonds, notes, promissory notes, and other debt or equity instruments;
- (c) advance, lend or deposit money or give credit to companies and undertakings;
- (d) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the assets (present or future) of the Company or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company, or any manager or other agent of the Company, or any entity in which the Company or its parent entities has a direct or indirect interest, or any entity being a direct or indirect shareholder of the Company or any entity belonging to the same group as the Company.

The investment objectives and policy of the Company are more fully described in the Prospectus.

5. Liability. The General Partner is jointly and severally liable with the Company for all of the Company's liabilities which cannot be met out of the Company's assets.

The holders of limited shareholders' shares shall not act on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their contributions to the Company.

6. Determination of the investment objectives. The General Partner shall determine the investment objectives of the Company as well as the course of conduct of the management and the business affairs of the Company in relation thereto, in accordance with the provisions set forth in these Articles, the Prospectus, and applicable laws and regulations.

7. Share capital.

7.1 The share capital of the Company shall be represented by shares (the "Shares") of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as determined pursuant to Article 13 hereof. The minimum capital of the Company, which must be reached within twelve (12) months as from the date on which the Company has been authorized as a société d'investissement à capital variable- fonds d'investissement spécialisé under Luxembourg law, is one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000).

7.2 The share capital of the Company shall be represented by the following three categories of Shares (each, a "Class"):

(a) "Management Share(s)": the Share subscribed for at the time of incorporation of the Company by the General Partner as unlimited shareholder (actionnaire gérant commandité) of the Company as well as the Management Share(s) that may be issued subsequently, subscription of which will be reserved for the General Partner as unlimited shareholder of the Company.

(b) "Class A Shares": a Class of Shares subscribed for by limited shareholders (actionnaires commanditaires) in accordance with the provisions of the Prospectus.

(c) "Class B Shares": a Class of Shares subscribed for by limited shareholders (actionnaires commanditaires) in accordance with the provisions of the Prospectus.

(d) "Class C Shares": a Class of Shares subscribed for by limited shareholders in accordance with the provisions of the Prospectus. The subscription of Class C Shares is reserved for any person designated by the General Partner who is a Well-informed Investor.

In addition, pursuant to the provisions of Article 12 below, the Company may issue Class D Shares in order to convert any Defaulting Shareholder's Shares held by one or more Defaulting Shareholder(s) into Class D Shares.

Class A Shares, Class B Shares and Class C Shares may, as the General Partner shall determine, be issued in one or more separate series (the "Series"), the characteristics, terms and conditions of which shall be established by the General Partner in its discretion and provided for in the Prospectus, the Articles and the subscription agreements signed by each Shareholder (the "Subscription Agreements"). Any such Series will serve to identify the Shares depending on their issuance date or their Net Asset Value (as defined below) and will confer no special right among or between them.

The General Partner may create additional Classes (including Class D Shares as referred to in Article 12 below) as well as Series in accordance with the provisions and subject to the requirements of the 1915 Law.

7.3 The Company is incorporated with an initial subscribed share capital of thirty-one thousand and one Euros (EUR 31,001) divided into one (1) Management Share, having been fully paid-up at a subscription price of one Euro (EUR 1), and three hundred and ten (310) Class A Shares, each Share having been fully paid-up at a subscription price of one hundred Euros (EUR 100) each.

8. Shares.

8.1 Shareholders

Shares in the Company are exclusively restricted to well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of article 2 (1) of the 2007 Law (the "Well-Informed Investors"). The requirements set forth in article 2 (1) of the 2007 Law shall not be applicable to the General Partner and other persons who are involved in the management of the Company.

The General Partner or, as the case may be the entities appointed by the General Partner to receive subscription orders for shares of the Company, may request all information and documents required or necessary in order to assess the status as "Well-Informed Investor" of a potential investor.

Each Shareholder is required to sign a Subscription Agreement pursuant to which such Shareholder commits irrevocably to make all subscriptions and payments expected from such Shareholder pursuant to the Prospectus, these Articles and such Subscription Agreement, and whereby such Shareholder declares that it is bound by the terms and conditions of the Prospectus, these Articles and such Subscription Agreement, as each may be amended in accordance with their respective applicable provisions.

Unless otherwise provided for herein or in the Prospectus, no preferential subscription rights shall apply.

8.2 Form of Shares and Register

All Shares shall in principle be issued in registered form only.

The inscription of a Shareholder's name in the register of Shareholders (the "Register") evidences its right of ownership to such registered Shares.

All issued Shares of the Company shall be registered in the Register, which shall be kept at the registered office of the Company. The Register shall contain the name of each Shareholder, its residence, registered office or elected domicile, the number and Series (if any) of Shares it owns, the paid-up amount of each such Share, and banking references. Until notices to the contrary shall have been received by the Company, the Company may treat any information contained in the Register as accurate and up to date and may especially use the addresses and banking references indicated therein for purposes of sending notices and announcements and making any payments, respectively.

The Company only recognizes one (1) owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a single attorney to represent such Share(s) in respect of the Company. Failure to appoint such attorney will lead to an automatic suspension of all rights attached to such Share(s).

8.3 Voting rights

Each Share grants the right to one (1) vote at every meeting of Shareholders and at separate Class meetings of the holders of Shares of the relevant Class.

Fractional Shares may be issued up to three places after the decimal and shall carry rights in proportion to the fraction of a Share they represent but shall carry no voting rights, unless their number is such that they represent a whole Share, in which case they confer a voting right.

Unless otherwise provided in these Articles, the consent of the General Partner is required in order for a Shareholder's resolution to be validly adopted.

9. Transfer of shares.

9.1 Transferability

(a) Any sale, assignment, transfer (including donation), exchange, contribution, pledge, mortgage, capital gains sharing agreement (convention de croupier), other disposition or encumbrance, or winding-up of a company followed by the transfer of its assets and liabilities to its sole shareholder (transmission universelle de patrimoine) in any form whatsoever, by a Shareholder (including, for the avoidance of doubt Unrestricted Transfers referred in Article 9.3.2) (a "Transfer") of any Shares shall be made in accordance with the provisions of the 1915 Law, the 2007 Law and these Articles and is subject in particular, to the restrictions provided for in these Articles.

(b) Transfers of Shares, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, but not limited to, Transfers to an Affiliate) will not be valid:

(i) if the transferee is not a Well-Informed Investor; or

(ii) if such Transfer results in a violation of a provision of the Prospectus, these Articles or of applicable laws or any other regulation, including Luxembourg laws on securities and Federal or State laws of the United States of America relative to the mandatory registration of public securities offerings; or

(iii) if as a result of such Transfer, the Company or the General Partner would be required to register as an "Investment Company" under the United States of America Investment Company Act of 1940, as amended; or

(iv) if, as a result of such Transfer, the Assets of the Company are considered "Plan Assets" with respect to ERISA;

(v) if such Transfer would cause the Company to be classified as an association taxable as a corporation for United States of America Federal income tax purposes or would cause the Company to be treated as a "publicly traded partnership" for United States of America Federal income tax purposes; or

(vi) If it is a Transfer of Class B Share to an entity which is not a German Eligible Investor.

(c) Any Share Transfer made in breach of the provisions of this Article 9 shall be null and void and of no force or effect against the Company and the Shareholders. Transfers which are null and void and of no force or effect shall not be recorded in the Register and, until remedied, all the rights and obligations attached to the relevant Shares will be exercised and enforced by the transferor holding such Shares, without prejudice to any liability such transferor may incur with respect to the Company or to the other Shareholders.

(d) The Company may restrict or object to the ownership of Shares in the Company by any person (excluding the General Partner and other persons who are involved in the management of the Company) that does not meet the requirements of a Well-Informed Investor. For this purpose the Company may:

(i) refuse to issue Shares and to register the Transfer of Shares if it appears that such issuance or Transfer would or could have the effect of allotting ownership of the Shares to any Person not meeting the requirements of a Well-Informed Investor; and

(ii) proceed with the compulsory redemption of all or some of all or a portion of Shares if it appears that a person does not meet the requirements of a Well-Informed Investor.

(e) The General Partner shall have the right to prohibit any Transfer of Class A or Class C Shares which might create an adverse effect on the Company, the General Partner or any of the Shareholders, including but not limited to regulatory and/or tax consequences. The General Partner shall in addition have the right to prohibit any Transfer of Class B Shares in the event such Transfer would result in a violation of these Articles, of any applicable law or regulation or any material adverse regulatory, tax or other legal consequences.

9.2 Transfer of the Management Share(s)

In the event of a Transfer of the Management Share(s) held by the General Partner, its assignee or transferee shall be substituted in its place and admitted to the Company as the general partner of the Company in accordance with the provisions of the 1915 Law and the 2007 Law and with the prior consent of the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the "CSSF"). Such a replacement of the General Partner requires an amendment of the Articles to be decided in accordance with the quorum and majority requirements defined in Article 29. Immediately thereafter, such substituted general partner shall be authorized to and shall continue the management of the Company.

9.3 Transfer of Class A or Class C Shares

9.3.1 Notification Letter

In the event of a proposed Transfer of Class A Shares or Class C Shares (a "Proposed Transfer"), the transferor shall make a declaration thereof to the General Partner by registered letter with return receipt requested (the "Notification Letter"), (i) indicating the full name, mailing address and tax domicile of the transferor and of the transferee, the identification number and the number of Shares which the transferor plans to transfer (the "Proposed Shares"), and the price offered for the Proposed Shares, and (ii) including a representation and warranty given by the transferee that such transferee is a Well-Informed Investor.

9.3.2 Unrestricted Transfers

Provided that, in accordance with Article 9.3.1 a Shareholder provides a Notification Letter to the General Partner no later than fifteen (15) Business Days prior to the date contemplated for the completion of the Proposed Transfer, any Transfer of Class A or Class C Shares by a Shareholder (i) to an Affiliate of such Shareholder, or (ii) in the event that such Shareholder is an investment fund, to any investment fund which is managed or advised by its general partner or which is managed or advised by an Affiliate of its general partner (an "Affiliated Entity") shall be unrestricted (an "Unrestricted Transfer").

The General Partner shall nevertheless have the right to prohibit any Transfer which might create an adverse effect on the Company, the General Partner or any of the Shareholders, including but not limited to regulatory and/or tax consequences.

An Unrestricted Transfer shall be valid upon agreement on the Transfer between the transferring transferor and the transferee meeting the requirements under Article 9.3.7.

If there have been two or more successive Transfers of the same Shares to Affiliates or to Affiliated Entities, any Transfer subsequent to the first Transfer will be unrestricted only if the proposed transferee is an Affiliate or an Affiliated Entity of the transferor in the first Transfer.

With respect to any Transfer to an Affiliate or to an Affiliated Entity,

(a) if, at any time whatsoever, the relevant transferee ceases to be an Affiliate or an Affiliated Entity of the transferor, then such transferee shall, if the General Partner so requests, transfer all the Shares which had been transferred to it back to the transferor as soon as possible;

(b) any change of beneficial owner or change of control, as defined pursuant to Luxembourg applicable regulations, with respect to the transferee within a two (2) year period as from the previous Transfer to an Affiliate or an Affiliated Entity, shall be subject to the prior consent of the General Partner described in Article 9.3.3 below.

Before the transferee ceases to be an Affiliate or an Affiliated Entity of the transferor, it shall inform the General Partner, as soon as possible, of its contemplated change of status.

9.3.3 Prior approval

(a) Prior approval of the Class A or Class C Share Transfer - In order to maintain the consistency of the Company's shareholders, it is agreed to that Transfers of any Class A or Class C Shares, for any reason whatsoever, are subject to the prior written approval of the General Partner.

(b) Exceptions - The Class A or Class C Shares may be the subject of a Transfer, without having to be first approved by the General Partner in case of an Unrestricted Transfer referred to in Article 9.3.2 above.

(c) Decision of the General Partner - The General Partner will have twenty (20) Business Days as from the reception of the Notification Letter to decide whether it does or does not approve and to notify such decision to the transferor. If the General Partner does not notify its refusal within the twenty (20) Business Day period aforementioned, it shall be deemed to have approved the contemplated Transfer. The General Partner has full discretion in making this decision, is not subject to any restrictions and is not required to make the reasons for its decision known.

(d) Completion of an approved Transfer - Where approval is given, the completion of the Transfer of Shares shall take place according to the notified conditions within fifteen (15) Business Days following the notification of such approval or the expiration of the period of twenty (20) Business Days provided in the above paragraph. Should the transferor fail to complete the Transfer within the required time frame, it shall then again, prior to any Class A or Class C Share Transfer, comply with the provisions of the Articles with respect to Proposed Transfer.

Should it happen that the transferor is unable to complete, within the required time frame, the Transfer planned and approved under the conditions provided for above, neither the Company nor any of the Shareholders shall be bound to redeem the relevant Shares nor shall they have to indemnify the transferor in any manner whatsoever, and the General Partner shall not be required to approve any other Proposed Transfer notified by the transferor subsequently.

9.3.4 Transfer of Class B Shares

The General Partner agrees that, notwithstanding any other provisions in these Articles, any Class B Shareholder shall have the right, at any time, to transfer all or part of its Class B Shares without the prior consent of the General Partner or any other shareholder or investor to a transferee being a Well-Informed Investor that executes a Subscription Agreement and qualifies as a German Eligible Investor, unless such Transfer would result in a violation of these Articles, of any applicable law or regulation or would result in any material adverse regulatory, tax or other legal consequences. The Class B Shareholder intending to transfer its Class B Shares will need to notify the General Partner in writing not less than two (2) weeks prior to any proposed transfer of all or part of its Class B Shares.

9.3.5 Transfer of Shares belonging to a FATCA Recalcitrant Shareholder

If, at any time whatsoever, in the reasonable determination of the General Partner, a Shareholder is or will become a FATCA Recalcitrant Shareholder, the General Partner may compel or effect the Transfer of the Shares held by such FATCA Recalcitrant Shareholder pursuant to the provisions of Article 21. In such case, the General Partner will send a letter (the "FATCA Letter") to such FATCA Recalcitrant Shareholder.

Any proposed Transfer of the Shares held by a FATCA Recalcitrant Shareholder must comply with the provisions of Article 9 including for the avoidance of doubt any requirement regarding the transfer to the transferee of the Undrawn Commitment relating to the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares transferred pursuant to Article 9.3.7(a).

The FATCA Recalcitrant Shareholder may designate a proposed transferee within ten (10) Business Days as from the date on which the FATCA Letter was sent by sending a notice complying with the provisions of Article 9.3.1, provided that such proposed transferee meets the requirements under Article 9.3.7 and, in the reasonable determination of the General Partner, is not or would not be a FATCA Recalcitrant Shareholder.

If the FATCA Recalcitrant Shareholder has not designated any transferee, the General Partner may decide at its discretion that the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares will be transferred by causing a forced sale of the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares to any Person (including one or more Shareholder) who meets the requirements under Articles 9.3.7 and, in the reasonable determination of the General Partner, is not or would not be a FATCA Recalcitrant Shareholder.

The transferee of the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares shall pay a price equal to the transfer price mentioned in Article 21.2 for the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares to the Company. Out of the net proceeds attributable to the Transfer of the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares, the General Partner shall be entitled to first deduct the amounts set forth in Article 21.3. The General Partner shall then be entitled to deduct for its own account, the account of the Company, the other Shareholders, the Depositary (as defined below) and the Central Administration Agent (as defined in the Prospectus), an amount equal to all the expenses incurred or damages suffered by them and arising from the fact that the Ordinary Shareholder has become a FATCA Recalcitrant Shareholder any other third-party costs arising out of the fact that the Shareholder has become a FATCA Recalcitrant Shareholder (unless already included in the expenses or damages incurred by the Company). The FATCA Recalcitrant Shareholder will receive the balance, if any.

In the event of a Transfer of the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares, the corresponding registration of the FATCA Recalcitrant Shareholder will be struck off the Register. The purchaser(s) of the FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares will only become owner(s) of such Shares once they have complied in full with the conditions referred to in Article 9.

9.3.6 Compensation

Each transferor agrees to pay all expenses, including legal fees, incurred by the Company or the General Partner (and to, reimburse the Company or the General Partner as the case may be,) relating to the Transfer of its Shares, unless the

Transferee accepts to bear such expenses. The General Partner may also receive remuneration from the transferor, negotiated by mutual agreement, if such transferor requires its assistance to find a transferee for its Shares.

9.3.7 Miscellaneous

Notwithstanding any provision to the contrary contained in these Articles, the transferee of Class A Shares or Class B or Class C Shares (including, for the avoidance of doubt Unrestricted Transfers referred in Article 9.3.2) shall only have the right to become a Shareholder replacing the transferor if:

(a) in the event that the Transfer of Shares takes place before all Commitments have been fully drawn down, the obligations in respect of the transferor's Commitment which the General Partner remains entitled to call pursuant to the Subscription Agreement signed by the transferor corresponding to those Shares (the "Undrawn Commitment") must be transferred by the transferor to the transferee together with the said Shares;

(b) the transferee has executed all documents required by the General Partner in order to acknowledge such transferee's irrevocable commitment to meet any capital calls attributable to the transferor's Undrawn Commitment attached to the Shares to be transferred and transferred by the transferor to the transferee, as well as all other payments expected from such transferee pursuant to the Prospectus, these Articles and such Subscription Agreement;

(c) the General Partner shall have received all other documents, opinions (including in particular an opinion of counsel that may be reasonably requested by the General Partner to the transferee, which counsel and opinion shall be reasonably satisfactory to the General Partner), instruments and certificates reasonably required by the General Partner intended to admit the transferee as a Shareholder of the Company and to establish the transferee's consent to be bound by all the provisions of these Articles, the Prospectus and the relevant Subscription Agreement, including a written commitment to take over all the obligations of the transferor with respect to the Company and a certificate or representation to the effect that the representations set forth in such Subscription Agreement are (except as otherwise disclosed to and consented to by the General Partner) true and correct with respect to such transferee as of the date of such Transfer;

(d) the transferee is a Well-Informed Investor;

(e) the transferor or the transferee paid all the expenses referred to in Article 9.3.6; and

(f) such Transfer would not cause the Company, any Investment, the General Partner or any of their respective Affiliates, as reasonably determined by the General Partner, to be in breach, or otherwise adversely affected as a result of the provisions of, any applicable law, regulation or rule (as in effect on the date of the Transfer or as may be in effect at any time in the future).

The General Partner shall be entitled to refuse to register any transferee as a Shareholder in the Register so long as any of the conditions of the previous paragraphs are not met.

Any Transfer of registered Class A or Class B or Class C Shares shall be entered into the Register; such inscription shall be signed by the General Partner or by any other person(s) appointed for this purpose by the General Partner.

10. Issuance of shares. The General Partner is authorised without limitation to issue additional partly or fully paid Shares at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the General Partner and referred to the Prospectus, without reserving to the existing Shareholders any preferential or pre-emptive rights to subscription for the Shares to be issued. The issuance price shall be determined in accordance with the criteria defined by the General Partner and referred to in the Prospectus. The issuance price may vary depending on the context, e.g. according to the date of subscription etc. The issuance price so defined may notably be a fixed price or a price based on the Net Asset Value of the Shares as determined in accordance with the provisions of Article 13 hereof plus an issuance fee or premium, if any, as the Prospectus may provide. The General Partner may also make such adjustment to the issuance price as it may consider appropriate to ensure fairness between the Shareholders according to the provisions of the Prospectus.

Limited shareholders shall subscribe for Shares, as determined by the General Partner in accordance with the terms and condition of these Articles, the Prospectus and their respective Subscription Agreements which provide for their respective total committed capital (the "Commitment" or "Commitments"), subject to any minimum Commitment amount as may be decided by the General Partner.

The provisions relating to Commitments of the limited shareholder and procedures relating to drawdowns of the Commitments of the limited shareholders shall be set forth in the Prospectus and the Subscription Agreement.

The Company may issue one or more additional Management Share(s) whose subscription will be reserved to the current General Partner as unlimited shareholder of the Company.

11. Redemption of shares - Conversion of shares.

11.1 Redemption of Shares

The Company is a closed-ended fund. Accordingly, Shareholders are not entitled to request redemption of their Shares during the Term of the Company as set forth in Article 3.

The Company can nonetheless redeem Shares in the conditions set forth in article 13.1 of the Prospectus.

At the expiration of the Term of the Fund, any Shareholder may request the redemption of its Shares, pursuant to the conditions set forth in article 13.1 of the Prospectus.

Notwithstanding the preceding, requests for redemption will not be admissible after the dissolution of the Company as provided for in Article 30.

The Company may redeem fractions of Shares.

The Shares redeemed by the Company will be cancelled.

11.2 Conversion of Shares

Conversions of Shares from one Class into another are allowed only under the conditions as provided for in Article 13.3 of the Prospectus. In addition, the General Partner may, pursuant to the conditions defined in Article 12, convert Shares held by a Defaulting Shareholder into Class D Shares pursuant to the provision of Article 12.

The Shareholders undertake to agree to the conversion of their Shares pursuant to the conditions defined in Article 12 pursuant to the above paragraph.

12. Late and default of payment.

12.1 If a Shareholder holding a Class A Shares or Class B Share to which this Article is applicable pursuant to the Prospectus does not make, in full or in part, a payment corresponding to a capital call or any other amount required to be funded pursuant to these Articles, the Prospectus or such Shareholder's Subscription Agreement, in each case on the date on which such payment must be made (the "Payment Date"), the General Partner shall provide such Shareholder with a written notice on such Payment Date of such failure to meet its drawdown obligations (the "Warning of Default").

1. The Shareholder will then have a five (5) Business Day period following the sending of the Warning of Default to meet its drawdown obligation without penalty. If such Shareholder meets its drawdown obligation within this required time-frame, the General Partner will not consider such Shareholder as a Defaulting Shareholder (as such term is defined in the following paragraph) and the amounts due by the Shareholder will not bear any interest and such Shareholder will be entitled to receive distributions made, if any, between the Payment Date and expiry of such five (5) Business Day period following the date of sending of the Warning of Default.

2. In the event of a default in payment or a failure to cure a default after the five (5) Business Day period following the sending of the Warning of Default, the Shareholder shall be deemed to be a defaulting investor (a "Defaulting Shareholder") with retroactive effect from the Payment Date and will not be entitled to receive any distributions made between the Payment Date and expiry of such five (5) Business Day period following the date on which the Warning of Default was sent.

12.2 In the event that the default is not remedied within the five (5) Business Day period following the date on which the Warning of Default was sent, the General Partner will be entitled to send a default letter to the Defaulting Shareholder (the "Default Letter") to such Defaulting Shareholder and may proceed in the following manner.

12.2.1 In addition, subject to the provisions of Article 12.2.2 below, the General Partner will be entitled to decide that (i) the Defaulting Shareholder will not receive any distribution of any kind whatsoever until the date on which the Company has realised or distributed all its assets and may make a final distribution of all remaining assets to the Shareholders, (ii) the voting rights attached to the Class A Shares or Class B Shares held by such Shareholder will be suspended, and (iii) if the Defaulting Shareholder is a member of the Investors Committee, it will automatically be dismissed from its functions in this respect.

Furthermore, any late payment of amounts due with respect to any capital call or any other amount required to be funded pursuant to these Articles, the Prospectus or the Defaulting Shareholder's Subscription Agreement, may entail, upon decision of the General Partner, the payment to the Company of interest (the "Accrued Interest") calculated prorata temporis on the basis of the Euribor 3 months rate (the last rate published on the Payment Date) plus 500 basis points applied to the amount due by the Defaulting Shareholder from the Payment Date and until payment of amounts owed has been received in full by the Company, without prejudice to any action which the Company may bring against the Defaulting Shareholder, and the option for the Company to exercise the rights referred to in Article 12.2.3 below.

12.2.2 If the default is remedied in full within fifteen (15) Business Days of the sending of the Default Letter (including, for the avoidance of doubt, the payment of the defaulted amounts plus Accrued Interest hereon), the Defaulting Shareholder shall recover (i) its rights to receive distributions made, including any distributions which took place between the Payment Date and the date the default was remedied in full, (ii) its rights to exercise the voting rights attached to its Class A Shares or Class B Shares, and (iii) as the case may be, its functions of member of the Investors Committee.

If the default is not remedied within fifteen (15) Business Days of the sending of the Default Letter, the General Partner may enforce collection of the unpaid amounts against the Defaulting Shareholder.

12.2.3 If the General Partner decides not to enforce collection of the unpaid amounts against the Defaulting Shareholder, the General Partner may exercise, at its sole discretion, one or more of the options set out below:

(a) The Class A Shares and/or Class B Shares held by the Defaulting Shareholder (the "Defaulting Shareholder's Shares") may be transferred in full or in part to one or more other Shareholders and/or to one or more third parties. In such case, the General Partner shall inform the Defaulting Shareholder of its intention to transfer the Defaulting Shareholder's Shares. The Defaulting Shareholder may designate one or more transferee(s) within thirty (30) Business Days from the Payment Date, it being specified that this period may be extended by the General Partner. Any proposed Transfer must comply with the provisions of Article 9, in particular with respect to the prior approval of the General Partner. If the Defaulting Shareholder and the transferee(s) designated agree on a price, the Defaulting Shareholder's Shares will be sold at the agreed price, which may not be lower than the unpaid capital calls and/or any other unpaid amount required to be funded by the Defaulting Shareholder pursuant to these Articles, the prospectus or such Shareholder's Subscription Agreement due by

the Defaulting Shareholder increased by any costs incurred, if applicable, by the Company and/or the General Partner, the Defaulting Shareholder's Shares will be transferred at such price.

If (i) the Defaulting Shareholder and the designated transferee(s) do not agree on a price, (ii) the Defaulting Shareholder did not designate any transferee(s) within the required period, (iii) pursuant to Article 9, the General Partner did not approve the Transfer to the transferee(s) designated by the Defaulting Shareholder or (iv) all or part of the Defaulting Shareholder's Shares is not transferred for any other reason, the General Partner may (x) designate one or more purchasers, in which case the General Partner and the so designated purchaser(s) shall agree on the price, which may not be lower than the unpaid capital calls, or (y) auction the Defaulting Shareholder's Shares according to the conditions set forth below. proceed at its discretion as provided in paragraphs (ii) or (iii) below.

Out of the net proceeds of the Transfer of Defaulting Shareholder's Shares, the General Partner will first deduct any amounts which are owed to the Company under funds called and which have not been paid by the Defaulting Shareholder and any Accrued Interest incurred until payment of the transfer price has been received. The General Partner will then deduct for its own account, the account of the Company, the other Shareholders, the Depositary, the Central Administration Agent, an amount equal to all expenses incurred or damages suffered by them due to the Defaulting Shareholder's failure to pay in the capital calls. The Defaulting Shareholder will receive the balance, if any.

In the event of a Transfer, the corresponding registration of the Defaulting Shareholder will automatically be struck off the Register. The designated purchaser(s) will only become the owner(s) of the relevant Shares after having complied with the conditions referred to in Article 9, in particular after having signed a transfer agreement in which the purchaser(s) agrees to pay in the remaining Undrawn Commitment attached the relevant Shares it(they) has(have) acquired.

(b) If the General Partner decides not to proceed pursuant to paragraph (a) above or if all or part of the Defaulting Shareholder's Shares is not sold under the conditions described in paragraph (a) above, the General Partner may, at its sole discretion, decide to treat the Class A Shares and/or Class B Shares corresponding to the Defaulting Shareholder's Shares which are not sold as Shares subordinated to the Class A Shares and Class B Shares issued to the other Shareholders pursuant to the conditions set forth in the paragraph below and to convert such Shares into Class D Shares (the "Class D Shares") (the "Subordinated Decision").

These D Shares will be worth EUR one hundred (100) each and shall only be entitled to receive payment of an amount equal to the paid-up amount by the Defaulting Shareholder with respect to the Class A Shares and Class B Shares which have been converted, after the Company has (i) fully distributed an amount equal to the paid-up amount of the issued Class A Shares and Class B Shares of the other Shareholders and (ii) paid the Preferred Return (as such term is defined in the Prospectus) to the other Shareholders holding Class A Shares and Class B Shares pursuant to the provisions of the Prospectus. The General Partner may deduct from this amount the Accrued Interest incurred up to the Subordination Decision as well as, on its own behalf, and on behalf of the Company, the other Shareholders, the Depositary, the Central Administration Agent an amount equal to all expenses incurred or damages suffered by them following non-payment of the called funds by the Defaulting Shareholder. The Defaulting Shareholder shall receive the balance, if any.

The Class D Shares shall not be entitled to a Preferred Return (as such term is defined in the Prospectus) or to any other form of return with respect to their paid-up amount and the Class D Shareholders shall not be entitled to participate in any of the Shareholder's votes and will be, where applicable automatically dismissed from their functions as member of the Investors Committee. The Defaulting Shareholder will be released from any obligation to pay in future calls for capital.

(c) If the General Partner decides not to proceed pursuant to paragraphs (a) and/or (b) above or if all or part of the Defaulting Shareholder's Shares is not sold or concerned by a Subordination Decision pursuant to the conditions set forth respectively in paragraphs (o) and (p) above, the General Partner may, at its sole discretion, decide that the Company will redeem all or part of the Defaulting Shareholder's Shares.

The relevant Class A Shares or Class B Shares will be redeemed by the Company at a fixed price (the "Redemption Price") equal to fifty per cent (50%) of the lesser of the two following amounts: (i) the paid-up amount attributable to the Defaulting Shareholder's Commitment under the relevant Defaulting Shareholder's Shares, net of any distributions received by the Defaulting Shareholder with respect thereto, and (ii) the latest available Net Asset Value of the relevant Defaulting Shareholder's Shares.

The Redemption Price will be paid after the Company has fully paid an amount equal to the paid-up amount relating to the Shares of the relevant Class issued to the other Shareholders.

The General Partner may deduct any Accrued Interest up to the redemption date from the Redemption Price, as well as, for its own account, the account of the Company, the other Shareholders, the Depositary, the Central Administration Agent, an amount equal to all the expenses incurred or damages suffered by them arising from the Defaulting Shareholder's default and any other third-party costs arising out of the default of the defaulting Shareholder (unless already incurred in the expenses or damages incurred by the Company). The Defaulting Shareholder will receive the balance, if any.

The Shares redeemed by the Company will be cancelled.

13. Net asset value.

13.1 Assets Valuation

The assets of the Company will be valued by the AIFM in accordance with the methodologies provided for in the International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (IPEV) as updated from time to time.

The valuation of the assets of the Company is carried out by the AIFM itself at least once a year in compliance with the provisions of the 2013 Law and other applicable laws and regulations. Such valuation will be performed independently from the portfolio management function.

The value of any cash on hand or on deposit, money market instruments, bills, demand notes, accounts receivable, prepaid expenses is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case, the value hereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect true value hereof.

The value of net assets of the Company (the "Net Assets") is equal to the difference between (i) the value of its gross assets (including an accrued but unpaid interest) plus any amount of cash / readily available or liquid assets and (ii) the aggregate amount of any financial liabilities and any provisions estimated in good faith. The Company's assets are valued on the basis of their fair value.

The AIFM is authorised to change the valuation methods of the assets held by the Company provided, in case of an amendment, that this change is due to an amendment of update of the valuation guidelines set forth in the International Private Equity and Venture Capital (IPEV) Valuation Guidelines.

13.2 Calculation of the Net Asset Value

The accounting and computation of the net asset value of each Class of Share (the "Net Asset Value") will be realised by the Central Administration Agent under the responsibility of the AIFM, on a quarterly basis, and will be reviewed by the Statutory Auditor on a semi-annual basis. The Net Asset Value will be established in EUR as of each relevant valuation date in accordance with the valuation rules set forth below, Luxembourg laws and Luxembourg GAAP. The AIFM may determine the Net Asset Value more frequently for the purposes of redeeming Shares.

The Central Administration Agent will, under the supervision of the AIFM, calculate the Net Asset Value by Class of Share as follows. Each Class of Share participates in the Company according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each Class of Share pursuant to the provisions of the Prospectus. The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class of Share on a given valuation date, less liabilities relating to that Class of Share on that valuation date, is the total Net Asset Value attributable to that Class of Share on that valuation date. The same principles will apply for calculation of the Net Asset Value of a Series of Shares within a Class of Share.

The Net Asset Value per Share of that Class of Share as at a valuation date equals the total Net Asset Value of that Class of Share as at that valuation date divided by the total number of Shares of that Class of Share in circulation on that valuation date. The Net Asset Value per Share will be given to four places after the decimal.

14. Suspension of calculation of the net asset value. The AIFM may suspend calculation of the Net Asset Value in any of, but not limited to, the following events:

(a) when there is an emergency situation following which it is impracticable for the Company to dispose of or value a substantial part of its assets;

(b) when the means of communication usually used to determine the price or value of investments, stock or other market prices are out of service;

(c) when, for any other reason, the value of any Investment cannot be determined promptly or accurately.

Any Shareholder affected by a suspension will be informed of such a suspension if the AIFM determines that such suspension will exceed eight (8) days.

15. Management of the company. The general partner, Five Arrows Credit Solutions General Partner (the "General Partner"), is, within the limits set out in these Articles and the Prospectus, vested with the broadest powers to manage the Company.

In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as general partner of the Company, the Company will not be dissolved and liquidated automatically, provided that an administrator, who needs not be a Shareholder of the Company, is appointed by the shareholders of the General Partner to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of Shareholders is held, which such administrator will convene within fifteen (15) days of its appointment. At such general meeting, the Shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements applicable to the amendment of these Articles, a new general partner (the "New General Partner") approved or likely to be approved by the CSSF. Failing such appointment within the aforementioned period, the Company will be dissolved and liquidated.

Any New general partner must adhere to the rules that have been accepted by the General Partner as well as the restrictions imposed on the New General Partner pursuant to the provisions of the Prospectus. The Depositary shall be kept informed and may decide to cease carrying out its duties as depositary of the Company.

The appointment of a New General Partner is not subject to the approval of the General Partner.

16. Powers of the general partner. The General Partner is vested with the broadest powers to perform all administrative actions falling within the purpose of the Company and to represent the Company, in accordance with the provisions of the 1915 Law and subject to Part II of the 2007 Law.

The General Partner may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more persons or committees of its choice (including but not limited to the Sponsor) or

delegate special powers or proxies, or entrust specific permanent or temporary functions to persons or committees chosen by it.

The General Partner may in particular appoint an external AIFM under the terms and conditions of an alternative investment fund management agreement and in accordance with Part II of the 2007 Law to perform the portfolio management and risk management of the Fund.

The AIFM may in turn delegate part of its functions to third party service providers, in accordance and subject to the Articles, the Prospectus and applicable laws and regulations.

17. Actions by the general partner.

17.1 Except as may be expressly limited by the provisions of these Articles, the General Partner shall be specifically authorized to act alone to execute, sign, seal and deliver in the name and on behalf of the Company any and all agreements, certificates, undertakings, instruments or other documents necessary to carry out the intentions and purposes of these Articles and of the Company.

17.2 The General Partner, in its discretion, may enter into, terminate or approve any modifications or amendments of, any service, advisory, management or other agreement entered into in the name and on behalf of the Company.

17.3 Any documentation, analysis, data or other information gathered or produced by the General Partner in connection with the management of the Company shall become the property of the General Partner.

18. Representation of the company. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Partner, acting through one or more duly authorised signatories, as designated by the General Partner in its sole discretion or by the signature(s) of any other person(s) to whom signatory power has been delegated by the General Partner, within the limits of such power.

Any resolution of a general meeting of Shareholders creating rights or obligations of the Company vis-à-vis third parties must be approved by the General Partner. Any resolution of a general meeting of Shareholders to the effect of amending the articles of incorporation must be passed with the special quorum and voting requirements disclosed under Article 29 below and the consent of the General Partner. Each amendment to the Articles entailing a variation of rights of a Class must be approved by a resolution of the general meeting of Shareholders of the Company and of separate meeting(s) of the holders of Shares of the relevant Class or Classes concerned and with the consent of the General Partner.

19. Indemnification.

19.1 The Company shall, to the fullest extent permitted by applicable law, indemnify and hold harmless each Covered Person (as defined hereafter) (i) out of any Company distributions to which Shareholders are entitled, or (ii) by calling a Further Drawdown from the Shareholders, from and against any and all claims, demands, liabilities, costs, expenses, damages, losses, suits, proceedings and actions, whether judicial, administrative, investigative or otherwise, of whatever nature, liquidated or unliquidated ("Claims"), that may accrue to or be incurred by any Covered Person, or in which any Covered Person may become involved, as a party or otherwise, or with which any Covered Person may be threatened, relating to or arising out of the investment or other activities of the Company, activities undertaken in connection with the Company, or otherwise relating to or arising out of these Articles or the Prospectus, including amounts paid in satisfaction of judgements, in compromise or as fines or penalties, and counsel fees and expenses incurred in connection with the preparation for or defence or disposition of any investigation, action, suit, arbitration or other proceeding (a "Proceeding"), whether civil or criminal (all of such Claims, amounts and expenses referred to in this Article 19.1 are referred to collectively as "Damages"), except to the extent that it shall have been determined by a non-appealable final decision of a court of competent Luxembourg jurisdiction that such Damages were directly caused by Disabling Conduct (as defined hereafter) of such Covered Person.

For purposes of this Article 19.1:

(i) "Covered Person" shall mean the General Partner, the Sponsor or any of its Affiliates acting as investment adviser and/or investment manager of the Company and/or the General Partner in connection with the management of the Company, and each of their respective Affiliates; each of the current and former shareholders, officers, directors, employees, partners, members, managers, advisers, representatives and agents of any of the General Partner, the Sponsor and each of their respective Affiliates; and any other person designated by the General Partner as a Covered Person who serves at the request of the General Partner on behalf of the Company as an officer, director, employee, partner, member, agent of any other person that is an Affiliate of the General Partner or the Company, including in particular any person nominated by the General Partner and/or the Company to be a director, an advisor or member of the supervisory board, member of the advisory committee or member of the investors committee (or any equivalent position) of a Portfolio Company and any duly appointed member of the Investors Committee.

(ii) "Disabling Conduct" shall mean an act or omission by such person constituting gross negligence ("faute lourde"), its wilful misconduct ("dol"), or a fraud ("fraude") causing a material adverse effect on the assets of the Company.

19.2 Reasonable expenses (including legal fees) incurred by a Covered Person in defence or settlement of any Claim that may be subject to a right of indemnification pursuant to this Article 19 may be advanced by the Company prior to the final disposition thereof upon receipt of an undertaking by or on behalf of such Covered Person to repay such amount if it

shall be determined by a final non-appealable decision of a court of competent Luxembourg jurisdiction that the Covered Person was not entitled to be indemnified hereunder.

19.3 The provisions of this Article 19 shall continue to afford protection to each Covered Person regardless of whether such Covered Person remains in the position or capacity pursuant to which such Covered Person became entitled to indemnification under this Article 19 and regardless of any subsequent amendment to these Articles or the Prospectus, and no amendment to these Articles or the Prospectus shall reduce or restrict the extent to which these indemnification provisions apply to actions taken or omissions made prior to the date of such amendment.

19.4 The right of any Covered Person to the indemnification provided in this Article 19 shall be cumulative with, and in addition to, any and all rights to which such Covered Person may otherwise be entitled by contract or as a matter of law and shall extend to such Covered Person's successors, assigns, heirs and legal representatives.

20. Conflicts of interest. No contract or other transaction between the Company and any other entity shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner and/or the AIFM, or any of their directors or officers is interested in, or is a director, associate, officer, shareholder, partner, member or employee of, such other entity.

Any director or officer of the General Partner who serves as a director, associate, officer, shareholder, partner member or employee of any entity with which the Company shall contract or otherwise engages in business shall not, by reason of such affiliation with such other entity, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

By acquiring a Share in the Company, each Shareholder will be deemed to have acknowledged the existence of any actual and potential conflicts of interest referred to in this Article and the Prospectus, including in its sections entitled "Risk Factors" and "Potential Conflicts of Interest", and to have waived any claims with respect to the existence of any such conflicts of interest.

Although it is aimed to identify and avoid such conflicts of interests, the Company and/or the AIFM, any investment manager/adviser, as the case may be, and their members will attempt to resolve all nonetheless arising conflicts in a manner that is deemed equitable to all parties under the given circumstances. For this purpose, the Company and/or the AIFM, and any investment manager or investment adviser, as the case may be, have implemented procedures that shall ensure that any business activities involving a conflict which may harm the interests of the Company or its investors, are carried out with an appropriate level of independence and that any conflicts are resolved fairly and in case in a manner that avoids adversely affecting the interests of the Company and of its investors.

21. FATCA provisions.

21.1 Each Shareholder agrees to provide the Company or any intermediary through which it directly or indirectly owns its interest with the Holder FATCA Information and to permit the Company and the General Partner (on behalf of the Company) to share such information with the applicable taxing authorities.

21.2 The Company is authorized, in accordance with Article 9, to compel a FATCA Recalcitrant Shareholder to sell its interest in its Shares, or may sell such FATCA Recalcitrant Shareholder's interest on behalf of such FATCA Recalcitrant Shareholder at a fixed price equal to the lower of the following two amounts: (i) the paid-up amount attributable to the Shares held by a FATCA Recalcitrant Shareholder, net of any distributions received by such FATCA Recalcitrant Shareholder with respect thereto and (ii) the latest available Net Asset Value of the relevant FATCA Recalcitrant Shareholder's Shares. In accordance with Article 9.3.5, the proceeds available to a FATCA Recalcitrant Shareholder will be subject to deductions for expenses, fees, damages, and taxes, also for any deduction for withholding taxes pursuant to FATCA as set forth in Article 21.3.

21.3 The Company is authorized to withhold 30 per cent. on all payments made to a FATCA Recalcitrant Shareholder pursuant to FATCA and no additional amounts will be paid in respect of any such amounts withheld.

21.4 The Company is authorized to enter into an agreement with the United States Internal Revenue Service described in Section 1471(b)(1) of the U.S. Code and to make any amendments to the Articles reasonably necessary to enable the Company to comply with FATCA and to cause its Shareholders to provide the Holder FATCA Information.

22. Depositary. The AIFM and the Company will enter into a depositary agreement with a Luxembourg bank (the "Depositary") which meets the requirements of the Luxembourg laws, and in particular the 2007 Law.

In the performance of its duties, the Depositary must act independently and exclusively in the interest of the Shareholders. The Depositary shall fulfil the duties and the responsibilities provided for by Part II of the 2007 Law, the AIFM Law as well as by all other applicable Luxembourg laws and regulations.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, and in particular the 2007 Law and the 2013 Law, the Depositary may discharge itself of liability towards the Company and its investors and Shareholders. In particular, under the conditions laid down in Article 19(14) of the 2013 Law, including the condition that the investors of the Company have been duly informed of that discharge and of the circumstances justifying the discharge prior to their investment, the Depositary can discharge itself of liability, in the case where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in Luxembourg laws and Article 19(11) point (d)(ii) of the 2013 Law. Additional details are disclosed in the Prospectus.

If the Depositary desires to retire, the AIFM and the Company shall use their best endeavours to find a successor depositary bank and will appoint it in replacement of the retiring Depositary. The AIFM and the Company may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary bank shall have been appointed to act in the place thereof. The functions and responsibilities of the Depositary in accordance with the 2007 Law and the 2013 Law shall be transferred to the successor Depositary within three (3) months time, with the prior approval of the CSSF.

23. Independent auditor. The business of the Company and its financial situation, including more in particular its books and accounts, shall be reviewed by an independent auditor ("réviseur d'entreprise agréé"), who need not be a Shareholder and who shall carry out duties prescribed by the 2007 Law and other applicable laws and regulations. The independent auditor will be elected by the general meeting of Shareholders for a period not exceeding six (6) years, and will hold office until its successor is elected. The independent auditor is re-eligible and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the general meeting of Shareholders.

The independent auditor will perform the verifications and audits provided for by law. It will, in particular, certify the accuracy and regularity of the accounts and any information of an accounting nature contained in the management reports, and inform the General Partner's shareholders and the CSSF of any irregularities or inaccuracies noted in the performance of its mission.

24. General meeting of shareholders. The general meeting of Shareholders represents all the Shareholders of the Company. Unless otherwise provided for by law or herein under Articles 18 and 29, the resolutions of the general meeting of Shareholders must be approved by the General Partner and a majority of at least fifty per cent (50%) of the votes cast during the meeting. The general meeting of Shareholders has the powers expressly reserved to it by law and these Articles provided that no resolution shall be adopted unless it is approved by the General Partner.

The general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders of the Company.

All general meetings of Shareholders shall be chaired by the General Partner.

Any resolution of a general meeting of Shareholders convened for purposes of deciding upon a proposed amendment to these Articles must be passed with the special quorum and requirements referred to in Article 29 below.

The general meeting of Shareholders of the Company shall meet when convened by the General Partner.

If all the Shareholders are present or represented at the general meeting of the Shareholders, the meeting may be held without prior notice to the extent that the Shareholders expressly acknowledge that they have been informed of the agenda of the meeting or waive prior notice of such meeting.

The annual general meeting of the Company shall be held in the City of Luxembourg, at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice sent by the General Partner, at 3.00 p.m. (CET) on 30 May. If such day is not a Business Day, the meeting will be held on the following Business Day.

Other general meetings of Shareholders may be held at such places and times specified in their respective convening notices.

Each Share is entitled to one (1) vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who need not be a Shareholder of the Company.

Any Shareholder may participate in a general meeting of the Shareholders by conference call, video conference, or similar means of communications equipment whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an ongoing basis, and (iv) the Shareholders can properly deliberate. Participation in a meeting by such means shall constitute presence of such person at such meeting.

The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by the Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

25. Co-management and pooling. The AIFM may delegate the portfolio management of all or any part of the assets on a pooled basis, or of all or any part of the assets of the Company on a co-managed or cloned basis with assets belonging to other investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations, and as more fully described in the sales documents for the Shares.

26. Financial year. The Company's financial year starts on 1st January and ends on 31st December of each year.

The last fiscal year may exceptionally end on the final liquidation date of the Company.

27. Annual report. The Company shall prepare and publish an audited annual report established in accordance with Luxembourg GAAP within a period of six (6) months as of the end of each financial year as well as interim reports under the conditions set forth in the Prospectus.

28. Distributions. The right to distributions under any form (including any distribution of dividends, proceeds, reimbursement or redemption of Shares) is determined by the General Partner in accordance with the provisions of the Prospectus. No distribution of any proceeds can take place if, subsequent to such distribution, the share capital of the Company would fall below the minimum capital provided for by law.

No distribution shall result in the issued capital of the Company falling below one million two hundred fifty thousand Euros (EUR 1,250,000).

The Depositary will notably ensure that the proceeds of the Company are applied in accordance with the applicable laws and regulations and the Articles.

29. Amendments to the articles of incorporation. The quorum for any general meeting of Shareholders convened for purposes of deciding upon a proposed amendment to these Articles is equal to 50 % of the capital of the Company. If the quorum is not met, a second meeting may be convened, which shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented at the meeting. At both meetings, resolutions must be approved by the General Partner and a majority of at least two thirds of the votes cast during the meeting. As an exception to the foregoing, the approval of the General Partner shall not be required for an amendment of these Articles pursuant to a Shareholder decision to transfer the management of the Company as a result of a "Divorce for Fault" procedure set forth in the Prospectus.

30. Dissolution of the company. The General Partner may decide to dissolve the Company at any time with the prior consent of the Shareholders obtained pursuant to the quorum and majority conditions required for purposes of amending these Articles. The General Partner shall inform the Depositary of any such proposal prior to the meeting of the Shareholders.

In addition, the Company might be dissolved if the General Partner is dissolved or subject to insolvency or liquidation proceedings, or if the General Partner ceases to be in business for any reason. In such a situation, the Company will not be dissolved if the Shareholders decide to continue the Company and transfer its management to a New General Partner, pursuant to the provisions of Article 15. Any New general partner must adhere to the rules that have been accepted by the General Partner as well as the restrictions imposed on the New General Partner pursuant to the provisions of the Prospectus. The Depositary shall be kept informed and may decide to cease carrying out its duties as depositary of the Company.

If the share capital of the Company, increased by any share premiums, falls below two thirds (2/3) of one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000), the General Partner must submit the question of the dissolution of the Company to a general meeting of Shareholders for which no quorum shall be prescribed and which shall decide by a simple majority of the votes cast at the meeting.

If the share capital of the Company, increased by any share premiums, falls below a quarter (1/4) of one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000), the General Partner must submit the question of the dissolution of the Company to a general meeting of Shareholders for which no quorum shall be prescribed and which shall be approved by Shareholders holding one fourth (1/4) of the Shares present or represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from the ascertainment that the capital has fallen below two thirds (2/3) or a quarter (1/4) of the minimum capital.

31. Liquidation. Upon the liquidation of the Company, the general meeting of Shareholders shall appoint one or more liquidators in charge of the liquidation procedure in accordance with the provisions of the 1915 Law and the 2007 Law. The liquidator(s) must be approved by the CSSF. The General Partner may be appointed as liquidator.

The liquidator appointed in accordance with the preceding paragraph will be vested with the broadest powers to sell the Company's assets, pay any creditors and distribute the remaining balance amongst the Shareholders. The liquidation period will end once the Company has been able to sell or distribute all the Investments.

The Company may be liquidated upon a decision of the General Partner or the general meeting of Shareholders in accordance with the provisions of the 1915 Law and the 2007 Law. The General Partner shall cause the Company to pay all costs of liquidation and all the debts, obligations and liabilities of the Fund, and shall make adequate provisions for any present or future or foreseeable obligations, in each case to the extent of the Company's assets. Any remaining proceeds and assets shall be distributed to the Shareholders and shall also be used to reimburse the paid-up capital to the holder of the Management Share(s).

The General Partner will verify, on the final liquidation date, that any and all amounts due to Shareholders in accordance with paragraphs 1. to 3. of article 13.3 of the Prospectus have been paid. If not, the General Partner shall proceed as described in article 17.2 of the Prospectus.

The amounts unclaimed by the Shareholders upon expiry of the liquidation procedure will be deposited with the Caisse de Consignation of Luxembourg in favour of whom it may concern. If such amounts are not claimed before the time bar, they will be deemed lost.

32. Merger - Spin-off.

32.1 A general meeting of shareholders of any Class may, upon proposal from the General Partner and with its approval, redeem all the Shares of such Class and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the valuation date at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such a general meeting of Shareholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

32.2 Subject to the provisions of Article 291 (4) and (5) of the 1915 Law, the General Partner may either merge, in whole or in part, the Company with another fund that it manages, or split the Company into 2 (two) or more specialized

investment funds (fonds d'investissement spécialisés) that it manages, in accordance with the provisions prescribed by applicable law and regulations. Such merger or spin off transactions may only be carried out less than 1 (one) month after consulting the Shareholders, with the prior approval of the CSSF.

33. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law, the 2007 Law and any other applicable laws and regulations, as such laws may be amended from time to time.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English only, in accordance with article 26 of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: Christophe BLANCHE, Claire BENALOUACHE, Charles TRITTON, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 04 juin 2015. Relation GAC/2015/4696. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015086311/880.

(150098954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 juin 2015.

Bringsol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2633 Luxembourg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 165.754.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

Référence de publication: 2015087784/10.

(150100980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.

Barclays Bordang Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 173.903.

Il résulte du procès-verbal des résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires de la Société au siège social en date du 8 juin 2015, la décision de nommer un nouveau gérant.

Nom: Wassenaar

Prénom(s): Jan Philip

Né le: 13 mars 1965
à Assen (NL)

Adresse professionnelle: 9, allée Scheffer
L-2520 Luxembourg

Date de nomination: 8 juin 2015

Durée: indéterminée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 8 juin 2015.

Certifié conforme et sincère

Pour la Société

David Fail

Gérant

Référence de publication: 2015087766/23.

(150100412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2015.
